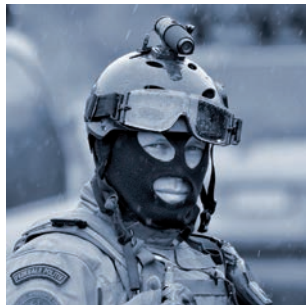
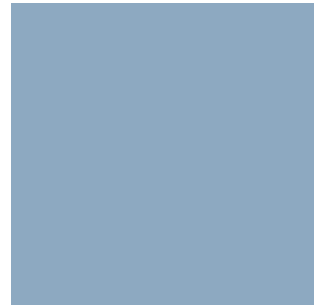


Police fédérale

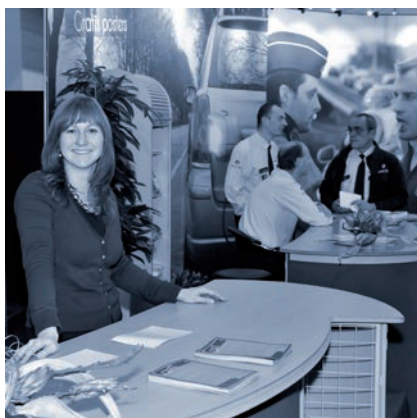
Rapport d'activités



2011



Police



Police fédérale

Rapport d'activités



2011



1. Introduction.....	02
2. La fonction de police.....	08
2.1 Police de la route (WPR)	09
2.2 Police aérienne (LPA)	13
2.3 Police des chemins de fer (SPC)	16
2.4 Police de la navigation (SPN)	17
2.5 Police fédérale auprès du SHAPE	19
2.6 Contrôle des frontières	19
2.7 Gestion des événements	22
2.8 Missions spécifiques de police administrative	23
3. Une approche des phénomènes criminels.....	24
3.1 Chiffres globaux	25
3.2 Arrestations judiciaires	26
3.3 Méthodes de recherche spécialisées	26
3.4 Image des phénomènes et analyse stratégique	27
3.5 Délits de propriété et groupe d'auteurs itinérants	28
3.6 Délits de violence grave	29
3.7 Criminalité environnementale grave et organisée	29
3.8 Immigration illégale et trafic d'êtres humains	30
3.9 Exploitation sexuelle	30
3.10 Exploitation économique	31
3.11 Fabrication / production illégale et trafic de drogues	32
3.12 Terrorisme	33
3.13 Fraude grave et organisée	33
3.14 Corruption	33
3.15 Blanchiment	33
3.16 Criminalité informatique	34
3.17 Tableau général: approche des phénomènes criminels par la PJF en 2011	34
4. Un fonctionnement intégré et un service de qualité.....	36
4.1 Les Directions de coordination et d'appui	37
4.2 Les centres d'information et de communication	40
4.3 Les carrefours d'information d'arrondissement	41
4.4 Appui au management dans le domaine de la gestion optimale	43

Table des matières

5. La gestion optimale de l'information.....	44
5.1 L'information opérationnelle	45
5.2 L'information non-opérationnelle	51
6. L'appui opérationnel.....	52
6.1 Appui opérationnel dans le domaine de la fonction de police	53
6.2 Appui opérationnel aux enquêtes judiciaires	59
6.3 Unités spéciales	63
7. L'appui non-opérationnel.....	66
7.1 Le personnel (gestion des ressources humaines)	67
7.2 La logistique	81
7.3 L'ICT	84
7.4 Les finances	85
7.5 La communication	87
8. La coopération policière internationale.....	90
8.1 Les activités bi- et multilatérales à l'intérieur et à l'extérieur des frontières des pays prioritaires	91
8.2 Formation spécifique et awareness en matière de coopération policière internationale	92
8.3 Projets de financements européens	92
8.4 Echange d'informations avec Europol	92
8.5 Echange d'information avec Interpol	93
Conclusion.....	95



Introduction



Toutes ces **réalisations** n'ont été possibles que grâce à la **collaboration** grandissante avec nos **partenaires** externes, en particulier la **police locale**.



Par ce rapport d'activités, la police fédérale souhaite présenter un tableau synthétique et transparent des efforts réalisés par ses différentes composantes et les résultats obtenus pour l'année écoulée.

L'année 2011 a constitué une année particulière en matière de stratégie policière belge puisqu'elle a clôturé le cycle de politique représenté par le plan national de sécurité 2008-2011. Ce plan stratégique, arrêté par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice, assure la coordination en matière de politique policière pour une durée de quatre ans et s'adresse à toutes les composantes de la police.

Au niveau de la police fédérale, huit thèmes stratégiques avaient été mis en avant : l'approche de phénomènes criminels prioritaires, un service de qualité, la gestion de l'information optimale, l'appui, la formation et la gestion des compétences, l'utilisation des nouvelles technologies, l'augmentation de l'implication des collaborateurs et la gestion économique et écologique. Certains thèmes ont fait l'objet de réalisations plus importantes ou plus rapides que d'autres.

Au travers de la plupart des tableaux présentés, il est donc possible de suivre l'évolution de ces thèmes au moyen d'une quantité très variée d'activités et de réalisations sur les quatre dernières années.

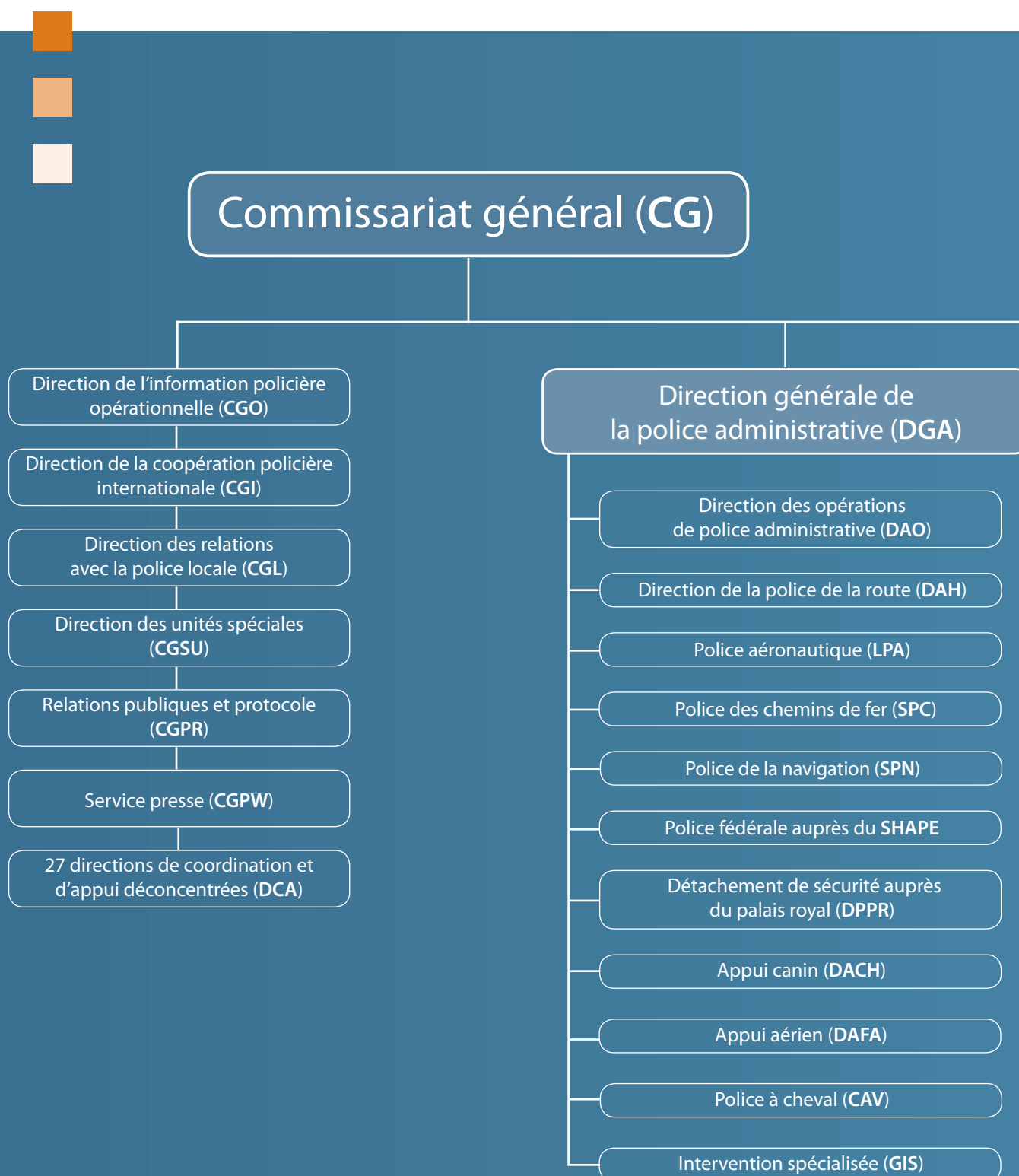
Même s'il y a toujours moyen de faire mieux – et c'est d'ailleurs notre défi –, il faut souligner que toutes ces réalisations n'ont été possibles que grâce à la collaboration grandissante avec nos partenaires externes, en particulier la police locale. Ce partenariat représente le fondement sur lequel repose notre système policier belge : le fonctionnement intégré d'une police structurée à deux niveaux.

N'oublions pas non plus l'engagement et le professionnalisme de nos collaborateurs, issus des divers services et directions, qui réalisent chaque jour un travail de qualité, et ce malgré des conditions de travail parfois difficiles et des moyens limités.

Il est essentiel de tirer les leçons du passé pour contribuer à une société plus sûre et viable et relever les défis considérables qui se présentent à nous.

Je vous souhaite une agréable lecture de cette rétrospective 2011.

Catherine De Bolle
Commissaire générale de la police fédérale



Direction générale de la police judiciaire (DGJ)

Direction des opérations
de police judiciaire (DJO)

Direction de la lutte contre la criminalité
contre les personnes (DJP)

Direction de la lutte contre la criminalité
contre les biens (DJB)

Direction de la lutte contre la criminalité
économique et financière (DJF)

Direction de la lutte contre la criminalité
organisée (DJC)

Direction de la police
technique et scientifique (DJT)

Service chargé des missions judiciaires
spécialisées en milieu militaire (DJMM)

27 directions judiciaires déconcentrées
(PJF)

Direction générale de l'appui et de la gestion (DGS)

Direction du recrutement et de la sélection
(DSR)

Direction de la formation (DSE)

Direction de la mobilité et de la gestion
du personnel (DSP)

Direction du service interne de prévention et
de protection au travail (DSW)

Service médical (DSDM)

Direction des relations internes (DSI)

Direction de l'infrastructure et
de l'équipement (DSM)

Direction de l'appui logistique (DSL)

Direction de la télématique (DST)

Direction des achats (DSA)

Direction des finances (DSF)

Direction du service juridique,
du contentieux et des statuts (DSJ)



Mission, vision et valeurs de la **police fédérale**

La police fédérale contribue, comme composante du service de police intégré et sous l'autorité et la responsabilité de ses autorités, à la sécurité et à la qualité de vie dans la société.

Elle effectue, dans un contexte national et international, des missions spécialisées et supralocales de police et fournit un appui aux autorités de police et aux services de police locale.

Elle le fait:

- en tenant compte des principes du fonctionnement intégré, de spécialité et de subsidiarité;
- en synergie avec les autres partenaires.

En tant que membres de la police fédérale, nous visons à atteindre, dans l'accomplissement de toutes nos missions et en partenariat avec la police locale, l'excellence dans la fonction de police.

A cette fin, nous poursuivons l'investissement dans l'engagement, la motivation et la compétence de nos collaborateurs.

Ensemble, nous édifions une organisation performante, transparente, dynamique et innovante, qui offre un service encore meilleur et qui est reconnue et connue comme telle.

Pour réaliser ceci, et dans l'esprit du code de déontologie et des valeurs de la police intégrée, nous agissons tout particulièrement avec :

- intégrité;
- respect;
- ouverture d'esprit;
- flexibilité;
- esprit de service;
- fierté d'appartenance.

2 La fonction de police



En vue de contribuer à davantage de sécurité dans le pays et de garantir la démocratie, la police locale et la police fédérale travaillent en étroite collaboration, assurant ensemble la fonction de police intégrée. Cette fonction de police peut être considérée comme une fonction institutionnelle de protection et de régulation de l'ordre social, appliquée en vue de permettre l'exercice des droits et libertés fondamentaux des citoyens et de prévenir les perturbations et dérèglements de l'ordre public, voire de le maintenir ou de le rétablir. Elle comprend des missions et des tâches de police administrative, de police judiciaire et de renseignement, mais aussi des missions et des tâches qui consistent à prêter main-forte à certaines autorités, des missions et tâches de contrôle ainsi que de régulation et d'information. Les services de police fournissent également certaines formes d'assistance et renvoient le cas échéant à des services spécialisés.

A cet effet, les composantes locales et fédérales de police assurent ensemble et conjointement la fonction de police (police de base et police spécialisée). La fonction de police de base se concrétise par l'exécution des fonctionnalités de base (le travail de quartier, l'accueil, l'intervention, l'assistance policière aux victimes, la recherche locale, la circulation et le maintien de l'ordre public) au sein desquelles les corps de police locale jouent un rôle essentiel. Cette philosophie de la fonction de police de base est également assurée au niveau des voies de communication : gares, aéroports, autoroutes et ports maritimes. Les services de première ligne de la police fédérale actifs sur ces terrains s'organisent, en concertation avec les services de la police locale et d'autres partenaires, afin d'exécuter ces fonctionnalités de manière renforcée. Par ailleurs, la police fédérale assure également des fonctions de police spécialisée ainsi que des missions supralocales et d'appui à la police locale.



2.1 Police de la route (WPR)

2.1.1. Contrôles de la police de la route

Vitesse	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'heures de contrôle	27 942	27 113	30 000	28 230	↘
Nombre d'heures de contrôle radar mobile	41 508	38 637	37 477	38 305	↗
Nombre d'heures de contrôle ProVida (*)	3 992	3 446	2 975	0	↘

(*) ProVida = système intégré qui permet de mesurer la vitesse et de l'intégrer dans une image enregistrée. L'appareil ProVida est utilisé dans des véhicules anonymes en vue de constater d'éventuelles infractions liées à la vitesse. Etant donné une adaptation de la loi caméra stipulant que les caméras de surveillance mobiles, montées à bord de véhicules, de navires ou d'aéronefs non banalisés, sont réputées être utilisées de manière visible, la façon de travailler des services de police a été remise en question. Pour cette raison, le Centrex circulation routière a demandé à pouvoir bénéficier d'une dérogation à cette loi. Le dossier a été transmis au Collège des procureurs généraux. En attendant qu'une décision soit prise en la matière, la police de la route a décidé de ne plus utiliser le ProVida.

Infractions liées à la vitesse au moyen de radars et caméras automatiques	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'infractions constatées	540 947	746 267	807 823	1 054 886	↗

Centre de traitement contrôle caméras automatiques	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'heures	42 737	62 193	92 527	↗

Alcool et autres substances	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'heures de contrôle alcool	19 076	24 677	26 677	24 276	↘
Nombre de tests haleine exécutés	124 766	154 808	245 033	263 268	↗
Nombre de tests sanguins	269	199	162	168	↗
Nombre de retraits de permis	1 184	1 354	1 504	1 543	↗
Nombre d'infractions alcool ⁽¹⁾	4 894	5 710	6 524	6 545	↗
Nombre d'heures de contrôle autres substances	3 930	3 409	4 303	4 167	↘
Nombre de batteries de tests ⁽²⁾	804	344	574	1 020	↗
Nombre d'infractions constatées drogues ⁽³⁾	215	104	151	183	↗

⁽¹⁾ Alertes+Positifs+Refus+éventuellement tests sanguins.

⁽²⁾ A partir du 1^{er} novembre 2010, les tests physiques ont été remplacés par des tests salivaires.

⁽³⁾ Nombre de tests sanguins + refus illicites.

Ceinture de sécurité	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'infractions constatées	12 156	12 799	11 496	9 488	↘

Utilisation du GSM au volant	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'infractions constatées GSM	10 719	10 554	10 069	9 738	↘

Poids lourds	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'heures de contrôle	38 517	36 834	39 314	38 469	↘
Nombre d'heures de contrôle distances	2 854	2 147	1 653	1 822	↗
Nombre d'heures de contrôle avec pont de pesée	5 076	4 831	5 318	4 799	↘
Nombre d'infractions constatées législation poids lourds	6 627	5 077	5 359	5 254	↘



2.1.2 Education et prévention par la police de la route

Voiture-tonneau	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'actions	291	263	297	243	↘
Nombre de jours	472	490	468	358	↘
Nombre de participants	139 094	112 165	117 313	82 708	↘



Activités d'éducation et de prévention	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de communes visitées					
Enseignement primaire	252	289	259	227	↘
Enseignement secondaire & entreprises	434	409	464	433	↘
Total	686	698	723	660	↘
Nombre de présentations					
Enseignement primaire	2 565	2 178	3 058	2 127	↘
Enseignement secondaire & entreprises	4 191	4 219	4 338	4 241	↘
Total	6 756	6 397	7 396	6 368	↘
Nombre d'étudiants et de participants					
Enseignement primaire	56 375	47 558	49 739	48 660	↘
Enseignement secondaire & entreprises	119 770	115 096	116 144	107 620	↘
Total	176 145	162 654	165 883	156 280	↘
Nombre d'écoles et d'entreprises					
Enseignement primaire	1 051	832	822	806	↘
Enseignement secondaire & entreprises	772	588	657	591	↘
Total	1 823	1 420	1 479	1 397	↘

La diminution des activités voiture-tonneau est due à un manque d'effectifs en la matière et à un problème de disponibilité du matériel.

2.1.3 Appui par la police de la route

Appui spécialisé à la police locale	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'heures appui actions de police intégrée (FIPA)	3 754	1 968	2 368	2 123	↘
Nombre d'heures appui par les équipes techniques (*)	6 882	6 498	8 373	6 710	↘
Nombre d'heures appui par la CEP (**)	44 034	40 046	39 321	37 823	↘
Nombre d'heures appui par la police de la route (DAH)	58 726	53 671	56 504	53 573	↘

(*) Mise à disposition de radars.

(**) CEP: Cellule éducation et prévention.

La tendance à la baisse est principalement due à un manque d'effectifs, à la réalisation d'un nombre de plus en plus important d'escortes (sommets européens, courses cyclistes, ...) et aux contrôles inopinés, c'est-à-dire non prévus en début d'année mais imposés par les événements ou les autorités.

2.1.4 Nombre de morts, blessés et accidents sur le terrain d'action de la police de la route

Nombre d'accidents avec dégâts corporels	2008	2009	2010	2011	10/11
Autoroutes	3 611	3 544	3 172	3 336	↗
Routes régionales	467	459	374	474	↗
Total	4 078	4 005	3 546	3 810	↗
Nombre de morts					
Autoroutes	124	126	78	102	↗
Routes régionales	19	27	26	19	↘
Total	143	153	104	121	↗
Nombre de blessés graves					
Autoroutes	1 026	1 077	938	944	↗
Routes régionales	152	174	128	140	↗
Total	1 178	1 251	1 066	1 084	↗
Nombre de blessés légers					
Autoroutes	4 211	3 971	3 631	3 586	↘
Routes régionales	490	452	376	490	↗
Total	4 701	4 423	4 007	4 076	↗



Centrex Circulation routière : une excellente première année de fonctionnement !

Le Centrex Circulation routière, le premier centre de connaissances et d'expertise de la police intégrée, a été porté sur les fonts baptismaux le 22 mars 2011. Sa première année de fonctionnement a été particulièrement fertile, que ce soit en termes de service ou de fonctionnement interne.

Le Centrex Circulation routière a reçu pas moins de 609 demandes d'avis de la police locale, de la police fédérale, des autorités et d'autres partenaires. Divers instruments de communication et de gestion ont par ailleurs été mis en place. Ainsi, le premier trimestre a été marqué par le développement d'une corporate identity, du mission statement, d'un site web et d'un processus de travail en vue de l'enregistrement et du traitement des questions et des réponses. Le deuxième trimestre, lui, a été mis à profit pour élaborer un plan stratégique contenant des objectifs relatifs au développement des réseaux d'experts, à l'optimisation de la communication, à l'archivage des documents de la police fédérale de la route et à l'appui de l'harmonisation des différentes formations en matière de circulation au sein de la police.

2.2 Police aéronautique (LPA)

2.2.1 Phénomènes

Vols – faux en écriture	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de faits constatés – Brussels Airport					
Vols	672	394	424	798	↗
Vols dans les véhicules	62	137	42	18	↘
Vols à la tire	25	25	13	58	↗
Faux en écriture	260	169	153	128	↘
Nombre de faits constatés – Aéroports régionaux (*)					
Vols	202	206	203	237	↗
Faux en écriture	91	126	70	315	↗

(*) Aéroports régionaux : Gosselies, Bierset, Ostende, Deurne et Wevelgem

2.2.2 Arrestations

	2010	2011	10/11
Arrestations judiciaires	252	384	↗
Arrestations administratives	754	780	↗
Nombre de personnes mises à disposition du parquet	-	173	



Airpol

La police aéronautique (LPA) a joué un rôle prépondérant dans l'élaboration du projet Airpol qui a été lancé en 2010 à l'occasion de la Présidence belge de l'Union européenne. Un premier congrès a été organisé au sein de notre aéroport national.

Lors du congrès à Sofia, des officiers de la LPA ont donné un certain nombre de présentations, concernant entre autres l'EPE (European Platform for Experts, une plate-forme de communication sécurisée d'EUROPOL).

Par ailleurs, un projet est également annoncé afin d'analyser le phénomène airport crime au niveau européen en vue, dans une phase ultérieure, d'encore mieux l'approcher de manière préventive et répressive. L'airport crime est une criminalité grave et organisée, commise par ou avec l'aide du personnel aéroportuaire.

Par le biais de contributions et d'ateliers, les participants ont échangé lors de ce congrès leurs expériences relatives aux événements et aux problèmes liés aux aéroports, ainsi que des bonnes pratiques, et ont analysé et discuté des différents canaux de communication disponibles.

2.2.3 Missions de sécurité

Appui spécialisé à la police locale	2008	2009	2010	2011	10/11
Sommets européens	4	7	7	8	↗
Sommets européens : nombre d'heures	603	1 116	3 806	3 193	↘
Accompagnement VIP aux aéroports	4 663	4 631	4 451	4 582	↗
Dispositif EL AL (*)	307	306	303	301	↘

(*) Mesures de protection spécifiques imposées par la compagnie EL AL (visant notamment une surveillance plus étoffée).

2.2.4 Contrôles de circulation de la police aéronautique

Actions Brucargo – transports de poids lourds	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de faits constatés – Brussels Airport					
Nombre de véhicules contrôlés	1 272	1 517	1 740	248	↘
Nombre de personnes contrôlées	111	154	68	3	↘
Nombre de procès-verbaux	158	213	112	7	↘
Nombre de procès-verbaux d'avertissement	44	35	0	0	=
Nombre de perceptions immédiates	92	244	89	29	↘
Actions Taxi – transports de personnes					
Nombre total d'infractions constatées	585	539	352	326	↘
Nombre de procès-verbaux	169	70	192	130	↘

Circulation en général (voies d'accès et parkings)	2010	2011	10/11
Nombre d'heures prestées	38 177	30 471	↘
Nombre de procès-verbaux	2 042	6 534	↗

La tendance à la baisse est due à un manque de personnel, mais également à un manque de formation.

2.3 Police des chemins de fer (SPC)

2.3.1 Constatations sur les trains internationaux

Exécutées par des patrouilles mixtes (SPC Anvers, Liège et Eurostar, en collaboration avec les polices néerlandaise, française et allemande, sur les lignes Bruxelles-Paris, Bruxelles-Lille, Liège-Aaken, Liège-Maastricht et Anvers-Roosendaal).

	2011
Nombre de fonctionnaires de police	216
Nombre de jours prestés	101
Nombre d'heures prestées	1 902
Nombre de procès-verbaux	220
Nombre de trains contrôlés	354
Nombre d'arrestations judiciaires	177
Nombre de personnes mises à la disposition du parquet	5
Nombre d'arrestations administratives	61

2.3.2 Approche des phénomènes - Vols

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de tentatives et de faits constatés	7 476	6 687	7 089	8 893	↗
Nombre de procès-verbaux	7 446	6 665	7 042	8 502	↗
Nombre d'auteurs identifiés	1 260	1 498	2 095	2 677	↗

2.3.3 Arrestations

	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'arrestations administratives	4 621	3 778	2 876	↘
Nombre d'arrestations judiciaires	4 488	3 036	4 025	↗
Nombre total de personnes mises à la disposition du parquet	599	628	729	↗

Commissariat central SPC Bruxelles

Le projet visant à créer un commissariat central pour la police des chemins de fer (SPC) Bruxelles a été mis sur les rails en 2011. L'implantation progressive de SPC Bruxelles permettra, d'une part, d'accélérer le projet de réorganisation des entités bruxelloises de SPC et, d'autre part, de profiter d'une infrastructure beaucoup plus agréable, davantage adaptée à l'environnement de travail. Cette infrastructure centrale de qualité ouvrira de nouvelles perspectives pour SPC Bruxelles et la Direction de la SPC. Par ailleurs, elle permettra à l'entité de développer de façon plus adéquate sa spécialité et ses compétences dans le domaine des chemins de fer (au niveau national et international) et du métro bruxellois.



2.4 Police de la navigation (SPN)

2.4.1. Fonction de police

Arrestations	2009	2010	2011	10/11
Arrestations administratives	2 245	1 722	1 420	↘
Arrestations judiciaires	116	130	161	↗
Mise à disposition du parquet	25	46	59	↗

Fonction de police –Travail de secteur	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'heures prestées	6 660(*)	21 848	10 633(**)	↘

Vols	2009	2010	2011	10/11
Nombre de vols constatés	612	389	707	↗

(*) En 2009, le travail de secteur a débuté et était encore limité.

(**) Vu les capacités limitées, les membres du personnel sont engagés en priorité sur les tâches essentielles : la fonction de police sur l'eau, le contrôle et la surveillance des frontières et l'appui.

2.4.2. Contrôles de circulation

	2009	2010	2011	10/11
Nombre de contrôles sur l'eau	4 992	7 633	4 949	↘
Nombre d'heures de contrôle sur l'eau	26 482	19 210	47 020	↗
Nombre d'infractions circulation sur l'eau	-	903	1 769	↗
Nombre d'actions dans les ports (sur terrain)	-	53	73	↗
Nombre d'heures d'actions dans les ports (sur terrain)	-	1 216	1 940	↗
Nombre d'infractions circulation sur terre	-	326	1 476	↗



Gentscan II

En 2011, l'équipe d'appui technique de la police de la navigation a mené, en collaboration avec la police de la navigation de Gand, l'opération Gentscan II afin de passer au peigne fin le canal Gand-Ostende. La coordination de l'opération a été assurée par la Cellule personnes disparues.

Cette opération a permis de retrouver des épaves de voitures et de la ferraille mais aussi un véhicule sans plaque d'immatriculation qui a été extrait de l'eau et déposé, avec quelques difficultés, dans un conteneur. Le véhicule a ensuite été amené vers un dispositif de travail où il a été nettoyé.

Cette dernière opération a permis la découverte de plusieurs ossements d'origine humaine. Après maintes analyses, il s'est avéré que ces derniers pourraient constituer la clé d'une affaire de disparition survenue il y a 31 ans.

L'opération Gentscan I, en 2010, avait permis d'élucider une affaire de disparition remontant à 27 ans.



2.5 La police fédérale auprès du SHAPE

	2008	2009	2010	2011	10/11
Police de base - Nombre d'heures prestées					
Accueil/assistance	-	3 545	2 239	2 265	↗
Interventions sur site	-	11 896	11 520	13 175	↗
Recherches et enquêtes locales	-	6 912	6 590	6 637	↗
Travail de quartier/proximité	-	822	1 159	2 701	↗
Police spécialisée - Nombre d'heures prestées					
Protection du domaine du SHAPE	41 176	40 576	33 553	34 218	↗
Protection du Saceur (*)	15 708	15 758	15 000	15 600	↗
Protection de la résidence du Saceur	8 655	8 709	8 719	8 716	↘
Appui spécialisé (**)	1 427	1 390	4 971	3 040	↘

(*) Commandant des forces de l'OTAN en Europe.

(**) Comprend l'intervention en appui aux zones, la protection et la sécurisation VIP, l'accueil et l'appui spécialisé aux administrations, l'appui spécialisé aux services de police (y compris dans le cadre de l'enquête judiciaire).

2.6 Contrôle des frontières

2.6.1 Contrôle frontière par la police aérienne (LPA)

Général	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de passagers contrôlés (Schengen et hors Schengen)	22 243 604	21 684 231	23 123 407	25 463 265	↗
Bierset	400 281	356 782	300 032	309 179	↗
Bruxelles National	18 500 000	17 000 000	17 181 000	18 786 034	↗
Deurne	176 971	169 446	162 840	166 078	↗
Gosselies	2 900 000	3 900 000	5 200 000	5 900 000	↗
Ostende	199 958	192 776	213 638	232 368	↗
Wevelgem	66 394	65 227	65 897	69 606	↗
Nombre de passagers contrôlés en 2ème ligne	32 100	29 633	30 510	30 492	↘
Nombre de rapports à l'Office des étrangers (OE)	10 830	10 329	10 062	10 119	↗
Nombre de refus	1 064	1 308	1 792	2 320	↗
Nombre de visas délivrés	-	8 077	9 205	4 361	↘

Documents d'identité faux et falsifiés - DIFF	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de dossiers	1 913	1 792	1 626	2 706	↗
Nombre de documents saisis	2 913	2 166	2 128	1 757	↘
Imposteur (*)	227	295	264	209	↘
Nombre de faux documents constatés	740	484	479	493	↗
Nombre de documents falsifiés constatés	775	643	548	941	↗

(*) Un imposteur utilise un document authentique et valable à des fins frauduleuses (généralement sur base de son apparence)

Phénomène trafic des êtres humains	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'arrestations	45	58	37	18	↘

Il y a eu beaucoup moins de cas de traite d'êtres humains sur les vols en provenance d'Athènes. Le modus operandi a aussi changé dans le sens où les trafiquants utilisent moins d'accompagnateurs - probablement à cause des peines sévères en cas d'arrestation.

Eloignements	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de refoulements (*)	3 257	3 230	3 871	2 736	↘
Nombre de rapatriements	5 254	4 778	4 771	4 610	↘
Nombre de vols sécurisés	5	5	13	12	↘
Nombre de vols communs (**)	2	2	5	4	↘

(*) Refoulements pays tiers inclus

(**) En collaboration avec d'autres pays

Tant pour le nombre de vols sécurisés et communs que pour les éloignements 'normaux', c'est l'Office des étrangers qui décide qui sera éloigné et vers quelle destination. L'OE nous demande de participer quand il a suffisamment d'illégaux pour la destination.

Projet AVIA (*)	2010	2011	10/11
Nombre d'heures prestées	2 480	678	↘
Nombre de contrôles	67	24	↘
Nombre de procès-verbaux	24	17	↘

(*) Contrôles des petits aéroports non Schengen. En d'autres termes, aéroports qui ne sont pas reconnus comme frontières extérieures Schengen.

2.6.2 Contrôle frontière par la police de la navigation (SPN)

	2010	2011	10/11
Nombre d'illégaux interceptés	1 698	1 372	↘
Nombre de marins contrôlés	493 489	334 192	↘
Nombre de passagers contrôlés	185 692	257 737	↗
Nombre de visas individuels octroyés	12 949	10 573	↘
Nombre de clandestins découverts	79	46	↘

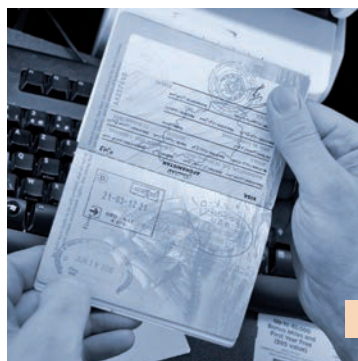
2.6.3 Contrôle frontière par la police des chemins de fer (SPC)

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'heures prestées	40 137	40 746	41 571	36 342	↘
Nombre d'illégaux interceptés	598	486	402	399	↘

2.6.4 FRONTEX (*)

	2009	2010	2011	10/11
Missions Frontex				
Nombre d'heures prestées	7 212	8 885	12 573	↗
Contribution aux missions Frontex (en heures prestées)				
Police des chemins de fer	-	691	377	↘
Police de la navigation	-	2 163	3 944	↗
Police aéronautique	-	4 121	5 020	↗

(*) FRONTEX : Agence européenne pour la gestion de la coordination opérationnelle aux frontières extérieures des Etats membres de l'Union européenne.



2.7 Gestion des événements

Constitue un événement en ordre public :

- tout fait concret ou non, lié à l'ordre public (tranquillité, sécurité, salubrité), qui engendre la prise de mesures administratives ou la planification d'un service d'ordre, que ce service d'ordre soit disponible ou se rende ou non sur place ;
- toute intervention liée à l'ordre public lors de laquelle l'équipe qui intervient initialement doit être renforcée de manière imprévue.

2.7.1 Général

Capacité hypothéquée (Hycap)	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'événements avec engagement Hycap	1 282	1 254	1 298	1 286	↘
Nombre d'hommes Hycap engagés	17 955	17 829	22 199	11 819	↘

La capacité hypothéquée concerne la mise à disposition par l'ensemble des zones de police du pays d'une partie de leur capacité opérationnelle au profit d'une autre zone de police confrontée à une mission de police administrative ponctuelle qu'elle ne peut assurer seule. Il s'agit donc d'un mécanisme de solidarité entre zones de police. (voir circulaire ministérielle MFO-2)

Corps d'intervention (CIK)	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'événements avec engagement CIK	3 324	3 672	3 775	3 634	↘
Nombre d'hommes CIK engagés	23 667	25 600	38 511	35 392	↘

Les corps d'intervention (CIK) se situent à l'échelon provincial et de la région Bruxelles capitale. Ils exécutent des missions non spécialisées au profit des zones de police et des unités fédérales confrontées à un besoin de renfort soit ponctuellement (maintien de l'ordre, sécurisation, contrôles d'envergure, ...) soit par des détachements de longue durée vers les zones de police.

2.7.2 Gestion des événements par la LPA, la SPN et la SPC

Nombre d'événements (police administrative)	2010	2011	10/11
Police aéronautique	64	68	↗
Police de la navigation	262	204	↘
Police des chemins de fer	285	223	↘

2.8 Missions spécifiques de police administrative

Événements de police administrative spécifiques au niveau national	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de transports nucléaires	30	25	47	20	↘
Nombre de transferts de détenus	631	980	1 353	1 226	↘
Nombre de transports de fonds	7 044	5 884	6 084	5 972	↘
Nombre d'escortes VIP	487	305	459	384	↘



3 Une approche des phénomènes criminels



Les phénomènes qui doivent être abordés prioritairement sont définis dans le plan national de sécurité (PNS). Pour la police fédérale, ce sont, en particulier, les phénomènes prioritaires présentant un caractère organisé et/ou commis par des groupes d'auteurs itinérants :

- les délits de propriété et groupes d'auteurs itinérants ;
- les délits de violences graves ;
- la criminalité environnementale grave et organisée (trafic de déchets) ;
- la traite (exploitation économique et sexuelle) et le trafic d'êtres humains ;
- la production et le trafic de drogue ainsi que la criminalité liée à la drogue (production de drogue de synthèse, culture du cannabis, importation et transit d'héroïne et de cocaïne et trafic de rue) ;
- le terrorisme ;
- la criminalité économique et financière (corruption, fraude et blanchiment) ;
- la criminalité informatique grave.

Ces types de criminalité sont surtout le domaine d'action de la police judiciaire fédérale. Mais d'autres services de police de première ligne (police locale, police de la navigation, police des chemins de fer, police aéronautique, ...) contribuent à l'approche de ces priorités.

En vue d'une approche intégrale et intégrée, des programmes ont été élaborés au niveau central. Ceux-ci comprennent toutes les activités préventives et répressives en vue de l'approche et du suivi des phénomènes prioritaires. Au niveau de l'arrondissement, des projets sont mis en œuvre en vue de la prévention, la détection, la répression et la diminution des problèmes liés à ces types de criminalité. Tout projet aboutit à des plans d'action couvrant une période de un à quatre ans et représentant une série de mesures et d'activités devant garantir que les objectifs soient atteints.

L'année 2011 correspond à la dernière année de l'application du PNS 2008-2011, et également à la phase d'évaluation du fonctionnement par programme. Lors de cette évaluation, des conclusions positives ont été tirées et des points d'attention ont été mis en avant. Ces points seront intégrés lors de l'élaboration du fonctionnement par programme relatif au nouveau PNS. La collaboration avec les partenaires externes fera l'objet d'une attention constante. La pratique démontre que le fait de s'attaquer ensemble aux phénomènes mène à de meilleurs résultats.

Les tableaux présentés dans ce chapitre illustrent l'évolution du nombre d'analyses stratégiques et d'arrestations judiciaires, ainsi que l'évolution du nombre de recours à l'utilisation des méthodes de recherche spécialisées. D'autres tableaux sont consacrés aux phénomènes prioritaires et reprennent, pour chacun d'entre eux, le nombre d'enquêtes (nouvelles, en cours, clôturées), les groupes d'auteurs identifiés, les arrestations. Ces données permettent d'avoir une vision globale du travail effectué au niveau des phénomènes prioritaires.

Sauf indication contraire, ce chapitre concerne les chiffres des activités et résultats de la police judiciaire fédérale (PJF).



3.1 Chiffres globaux

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'heures prestées consacrées aux enquêtes dans les phénomènes prioritaires	1 259 013	2 647 818	2 481 877	2 522 101	↗
Nombre de nouveaux dossiers	9 771	8 960	7 777	8 653	↗
- dans les phénomènes prioritaires	6 298	5 925	5 246	5 420	↗
Nombre de dossiers en cours	23 830	29 165	15 355	11 957(*)	↘
- dans les phénomènes prioritaires	16 408	19 904	10 800	7 984	↘
Nombre de dossiers clôturés	4 244	4 499	8 779	7400	↘
- dans les phénomènes prioritaires.	2 889	2 916	6 098	4 995	↘
Nombre de nouveaux dossiers parquet fédéral	569	315	235	171	↘
Nombre de dossiers traités parquet fédéral	569	523	279	419	↗
Nombre de nouveaux dossiers proactifs	-	219	88	69	↘

(*) Le comptage a été différent: seules les enquêtes pour lesquelles des heures ont été prestées en 2011 ont été prises en compte.

3.2 Arrestations judiciaires (*)

	2008	2009	2010	2011	10/11
Délits de propriété avec une attention pour les groupes d'auteurs itinérants	457	406	462	553	↗
Délits de violence grave	631	627	824	564	↘
Criminalité environnementale grave et organisée	4	7	3	5	↗
Trafic d'êtres humains	162	108	127	196	↗
Exploitation sexuelle	99	128	232	107	↘
Exploitation économique	27	42	30	33	↗
Fabrication, production illégale et trafic de drogues.	734	676	883	1 031	↗
Terrorisme	16	26	62	9	↘
Fraude grave et organisée	236	144	169	277	↗
Corruption	74	19	50	7	↘
Blanchiment	76	37	56	56	=
Criminalité informatique grave	54	47	59	43	↘
Total	2 563	2 267	2 957	2 881	↘

(*) Est considérée comme une arrestation : chaque personne qui comparait devant le juge d'instruction dans le cadre d'enquêtes où la PJF fournit le chef policier d'enquête.

3.3 Méthodes de recherche spécialisées

Dossiers PJF	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'observations et/ou d'infiltrations dans des dossiers nationaux à la demande de la police locale et fédérale	721	721	791	779	↘
Nombre d'arrestations résultant des informations fournies par des informateurs	873	1 141	1 153	1 095	↘

Unités spéciales (CGSU)	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'heures d'observation	199 820	179 151	202 550	185 624	↘
Nombre d'heures d'appui technique	29 907	28 544	30 253	29 547	↘
Nombre d'heures d'infiltration	24 924	24 716	29 063	28 091	↘

Regional Computer Crime Unit (RCCU)	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'enquêtes avec appui du RCCU	1 603	1 609	933	1 214	↗

3.4 Images des phénomènes et analyse stratégique

Nombre d'analyses stratégiques réalisées au niveau central	2008	2009	2010	2011	10/11
Total	52	48	61	62	↗

Nombre d'analyses stratégiques réalisées au niveau déconcentré	2010	2011	10/11
Analyses pour des priorités PNS	87	50	↘
Analyses pour des non-priorités PNS	92	32	↘
Autres (analyses fonctionnement interne, appui méthodologique,)	29	77	↗
Total	208	159	↘

Analyses stratégiques au niveau déconcentré (*) Sur demande de :	2008	2009	2010
1. Zone de police	47	14	37
2. Directeur coordinateur (DirCo)	70	26	46
3. Directeur judiciaire (DirJud)	29	37	39
4. DirJud & DirCo	27	8	19
5. Gouverneur	8	12	16
6. Procureur du Roi	5	13	13
7. Autres	2	5	47

(*) En 2011, le service d'analyse stratégique (CGOP/A) n'a pas demandé de détails concernant les commanditaires et les destinataires des analyses, mais simplement les titres/thèmes des analyses.

Focus sur les risques de sécurité

Comme la dénomination le laisse entendre, l'Image policière nationale de sécurité 2011 (IPNS) offre une synthèse de la problématique de la sécurité, tout en mettant l'accent sur les risques potentiels et futurs. L'IPNS, en regardant au-delà des incidents et des infractions enregistrés lors des années antérieures, constitue réellement un instrument exploitable pour déterminer les orientations de politique à suivre en matière de sécurité. Elle constitue, entre autres, une source précieuse et indispensable à la préparation du plan national de sécurité.

L'IPNS 2011 couvre quasiment tous les phénomènes de sécurité et les évolutions de la société auxquels la police est confrontée. En fonction des situations locales, il se peut qu'un problème de sécurité soit plus ou moins présent.

5 domaines distincts de sécurité entrent en ligne de compte :

- les nuisances ;
- la sécurité routière ;
- l'atteinte lourde à l'intégrité physique ;
- la criminalité ;
- le terrorisme, l'extrémisme et le radicalisme.

3.5 Délits de propriété et groupes d'auteurs itinérants

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de nouvelles enquêtes	759	711	672	682	↗
Nombre d'enquêtes en cours	1 342	1 238	1 188	1 269	↗
Nombre d'enquêtes clôturées	303	262	850	804	↘
Nombre de groupes d'auteurs identifiés	215	162	337	166	↘
Nombre de groupes d'auteurs itinérants	142	53	145	99	↘
Nombre d'arrestations	457	406	462	553	↗

Un groupe d'auteurs est identifié lorsque le responsable policier de l'enquête, à la clôture de l'enquête, a démontré suffisamment d'éléments constitutifs pour qu'une poursuite d'au moins trois personnes, sur base de l'article 322 ou 324 du code pénal (CP), puisse être possible et que le parquet puisse lancer une action en justice contre au moins trois suspects.

Groupe d'auteurs itinérants: on entend par 'groupe d'auteurs itinérants' une association de malfaiteurs:

- qui commet systématiquement des vols dans les habitations ou dans les entreprises et les commerces, parmi lesquels des vols au bélier, des vols de chargement, des vols de métaux ou vols d'engins (outils) de chantiers;
- dont les membres sont essentiellement originaires des anciens pays du bloc de l'Est ou font partie d'un groupe d'auteurs sédentaires en Belgique et ;
- qui opère ou est dirigée à partir de l'étranger ou des grandes agglomérations en Belgique, et ;
- qui commet un nombre important de faits sur une grande partie du territoire, et ;
- qui est susceptible d'utiliser des mineurs.

3.6 Délits de violence grave

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de nouvelles enquêtes	1 564	1 510	1 279	1 259	↘
Nombre d'enquêtes en cours	3 039	2 826	2 675	2 764	↗
Nombre d'enquêtes clôturées	689	645	1 375	1 123	↘
Nombre de groupes d'auteurs identifiés	224	123	69	78	↗
Nombre d'arrestations	631	627	824	564	↘

3.7 Criminalité environnementale grave et organisée

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de nouvelles enquêtes	146	111	91	90	↘
Nombre d'enquêtes en cours	251	231	222	186	↘
Nombre d'enquêtes clôturées	35	7	110	104	↘
Nombre de groupes d'auteurs identifiés	35	14	16	17	↗
Nombre d'arrestations	4	7	3	5	↗

Eco-formulaires rédigés par la police intégrée	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre total d'éco-formulaires rédigés	3 383	3 780	3 810	3 105	↘

Les chiffres des années précédentes (2008-2010) diffèrent des chiffres mentionnés dans le rapport annuel 2010. La différence est la conséquence de la saisie continue dans la banque de données du service environnement de la Direction de la lutte contre la criminalité contre les biens (DGJ/DJB).



3.8 Immigration illégale et trafic d'êtres humains

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de nouvelles enquêtes	298	239	195	232	↗
Nombre d'enquêtes en cours	584	477	397	414	↗
Nombre d'enquêtes clôturées	127	172	243	198	↘
Nombre de groupes d'auteurs identifiés	81	64	31	22	↘
Nombre d'arrestations	162	108	127	196	↗

Contribution d'autres services de la police fédérale

Contribution police aéronautique	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de passeurs ou trafiquants d'êtres humains interceptés (*)	45	104	37	64	↗

(*) Pour 2008 : sans les chiffres des aéroports régionaux.

Contribution police de la navigation	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'arrestations	-	16	49	117	↗
Nombre d'actions	698	912	430	417	↘
Nombre d'heures prestées	40 114	53 389	74 871	45 110	↘
Nombre d'illégaux interceptés	2 168	2 139	1 698	1 372	↘

Contribution police des chemins de fer	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de tentatives et de faits constatés	3 454	3 081	2 171	2 158	↘
Nombre de PV	3 412	3 041	2 120	2 147	↗
Nombre d'illégaux interceptés	2 862	2 489	2 177	2 188	↗

3.9 Exploitation sexuelle

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de nouvelles enquêtes	356	271	247	208	↘
Nombre d'enquêtes en cours	553	537	497	461	↘
Nombre d'enquêtes clôturées	108	150	316	220	↘
Nombre de groupes d'auteurs identifiés	84	85	51	37	↘
Nombre d'arrestations	99	128	232	107	↘

L'amélioration de la gestion des enquêtes judiciaires

La police judiciaire fédérale a poursuivi sa réflexion globale sur l'amélioration de la gestion des enquêtes en prenant en compte les recommandations du Comité P, centrées sur l'enquête A. Van Uytzel. Cette démarche a généré différentes améliorations.

Au niveau de la descente sur les lieux, un groupe de travail s'est appliqué à définir les différents moments de l'intervention en prenant soin d'identifier les partenaires internes et externes à impliquer en temps opportun, leurs responsabilités et les problèmes qui peuvent se poser ainsi que les remèdes à apporter. La séquence débute par le premier appel reçu au Centre d'information et de communication et prend fin à l'arrivée sur place du laboratoire de la police technique et scientifique et du service d'enquête.

Les cadavres immergés ou découverts sur les voies ferrées, également considérés comme des décès suspects, font l'objet d'une réflexion particulière toujours en cours.

Dans le domaine de la formation, la mise en place, au sein de l'Ecole de recherche, de deux types de formations portant sur l'exécution et le management de l'enquête participe à l'amélioration des compétences des enquêteurs et des chefs d'enquête.

La désignation systématique d'un chef d'enquête en charge depuis le début de l'enquête jusqu'au débriefing d'enquête doit permettre de prévenir l'isolement de l'enquêteur.

Enfin, en ce qui concerne l'amélioration de la mise en œuvre des analystes criminels, une réflexion approfondie a été entamée à propos de la fonction même d'analyste criminel opérationnel et d'un outil d'analyse standardisé (KISS). Elle devrait notamment aboutir à la conclusion d'un Service Level Agreement précisant des critères uniformes de mise en œuvre et des standards de qualité applicables à l'exécution de leurs tâches.



3.10 Exploitation économique

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de nouvelles enquêtes	206	130	99	133	↗
Nombre d'enquêtes en cours	293	262	208	229	↗
Nombre d'enquêtes clôturées	73	78	130	111	↘
Nombre de groupes d'auteurs identifiés	37	19	9	9	=
Nombre d'arrestations	27	42	30	33	↗

3.11 Fabrication / production illégale et trafic de drogues

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de nouvelles enquêtes	973	790	717	807	↗
Nombre d'enquêtes en cours	1 495	1 348	1 294	1 476	↗
Nombre d'enquêtes clôturées	364	309	761	696	↘
Nombre de groupes d'auteurs identifiés	203	177	118	106	↘
Nombre d'arrestations	734	676	883	1 031	↗
Nombre de laboratoires clandestins démantelés	6	2	9	3	↘
Nombre de plantations de cannabis démantelées (minimum 250 plants)	166	178	291	309	↗

Pol Office Gestion d'enquêtes (GES)

Pol Office Gestion d'enquêtes, ou plus exactement Pol Office Gestion des enquêtes simples, est un registre reprenant toutes les enquêtes ouvertes au sein d'une unité opérationnelle et dont l'utilisation a été généralisée au sein des directions de la police judiciaire fédérale durant l'année 2011. La mise en œuvre de ce système de gestion d'enquêtes simples permet également de rencontrer la recommandation du Comité P (relative à l'enquête A. Van Uytsel) portant sur l'amélioration de la gestion et du système de l'information. Pol Office Gestion d'enquêtes est un outil qui facilite la gestion des enquêtes, notamment en permettant aux policiers de tous les niveaux (enquêteurs, chefs d'équipe, management et CIA) de gérer et de suivre leurs enquêtes de manière structurée. Il permet entre autres à l'équipe d'enquête d'encoder toute information qu'elle juge utile pour accomplir sa mission, d'éventuellement récupérer des informations déjà enregistrées dans FEEDIS (système d'alimentation d'information), d'établir des liaisons entre les entités et de rapporter de manière adéquate aux autorités concernées.

D'autres développements du projet Pol Office Gestion d'enquêtes sont encore prévus, comme par exemple le développement de fonctionnalités liées à l'analyse criminelle opérationnelle, une plus grande intégration des fonctionnalités de management de la recherche ou l'intégration avec ISLP (programme gérant les prévisions d'activités et les prestations en unité).



3.12 Terrorisme

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de nouvelles enquêtes	206	168	166	156	↘
Nombre d'enquêtes en cours	454	370	374	337	↘
Nombre d'enquêtes clôturées	61	69	221	127	↘
Nombre de groupes d'auteurs identifiés	72	33	50	11	↘
Nombre d'arrestations	16	26	62	9 (*)	↘

(*) 2010 a vu aboutir quelques enquêtes importantes ayant occasionné l'arrestation d'un grand nombre de personnes, ce qui fut moins le cas en 2011

3.13 Fraude grave et organisée

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de nouvelles enquêtes	1 374	911	759	820	↗
Nombre d'enquêtes en cours	2 393	2114	1 895	1 785	↘
Nombre d'enquêtes clôturées	620	586	1 035	742	↘
Nombre de groupes d'auteurs identifiés	139	62	87	21	↘
Nombre d'arrestations	236	144	169	277	↗

3.14 Corruption

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de nouvelles enquêtes	130	116	107	92	↘
Nombre d'enquêtes en cours	290	264	268	265	↘
Nombre d'enquêtes clôturées	92	65	93	70	↘
Nombre de groupes d'auteurs identifiés	4	2	2	2	=
Nombre d'arrestations	74	19	50	7	↘

3.15 Blanchiment

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de nouvelles enquêtes	732	600	593	615	↗
Nombre d'enquêtes en cours	1 377	1 286	1 269	1 217	↘
Nombre d'enquêtes clôturées	318	320	547	538	↘
Nombre de groupes d'auteurs identifiés	88	44	44	42	↘
Nombre d'arrestations	76	37	56	56	=

3.16 Criminalité informatique

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de nouvelles enquêtes	382	362	327	335	↗
Nombre d'enquêtes en cours	519	531	513	516	↗
Nombre d'enquêtes clôturées	94	101	417	267	↘
Nombre de groupes d'auteurs identifiés	28	14	20	12	↘
Nombre d'arrestations	54	47	59	43	↘

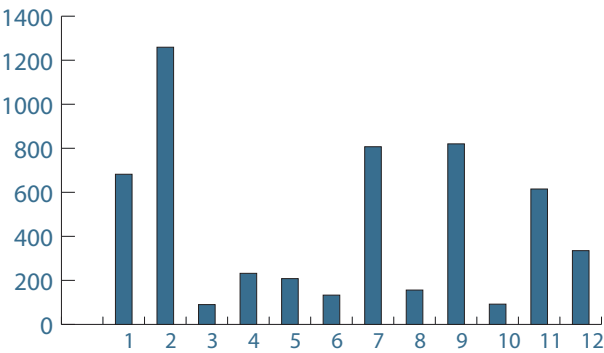
3.17 Tableau général : approche des phénomènes criminels par la PJF en 2011

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
A	682	1 259	90	232	208	133	807	156	820	92	615	335
B	1 269	2 764	186	414	461	229	1 476	337	1 785	265	1 217	516
C	804	1 123	104	198	220	111	696	127	742	70	538	267
D	166	78	17	22	37	9	106	11	21	2	42	12
E	553	564	5	196	107	33	1 031	9	277	7	56	43

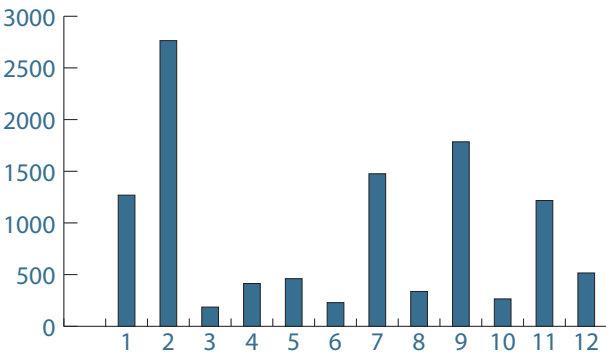
1. Délits de propriété avec une attention pour les groupes d'auteurs itinérants
2. Délits de violence grave
3. Criminalité environnementale grave et organisée
4. Immigration illégale et trafic d'êtres humains
5. Exploitation sexuelle
6. Exploitation économique
7. Fabrication, production illégale et trafic de drogues.
8. Terrorisme
9. Fraude grave et organisée
10. Corruption
11. Blanchiment
12. Criminalité informatique grave

- A : nombre de nouvelles enquêtes
 B : nombre d'enquêtes en cours
 C : nombre d'enquêtes clôturées
 D : nombre de groupes d'auteurs identifiés
 E : nombre d'arrestations

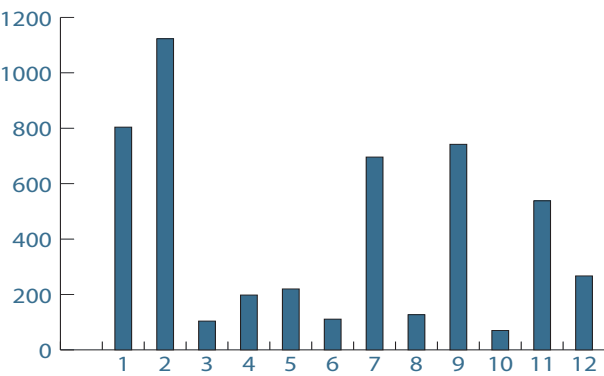
■ ■ Nombre de nouvelles enquêtes



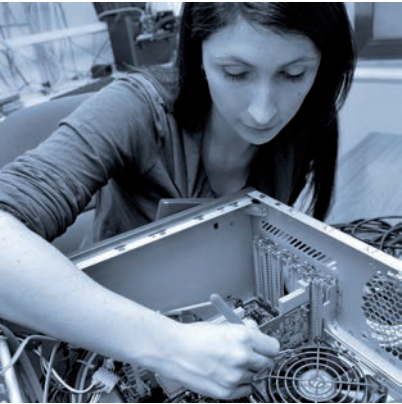
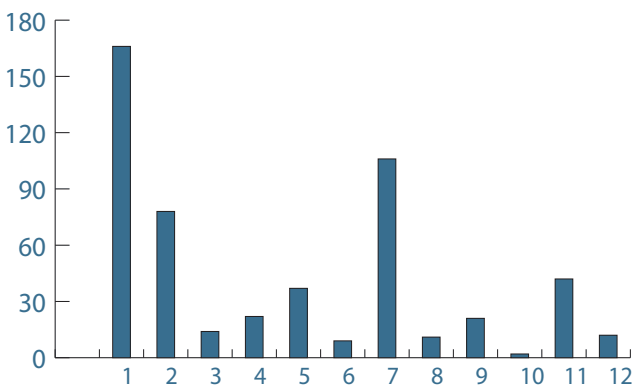
■ ■ Nombre d'enquêtes en cours



■ ■ Nombre d'enquêtes clôturées



■ ■ Nombre de groupes d'auteurs identifiés



4 Un fonctionnement intégré et un service de qualité



Dans leur recherche de l'excellence dans la fonction de police, la police fédérale et les polices locales contribuent à une société sûre et viable. À ce titre, elles constituent un partenaire indispensable dans la chaîne de sécurité.

Dans leur démarche intégrée, ces deux composantes de la police doivent impérativement collaborer et travailler en harmonie.

Mais, au sein même de chacune des composantes de la police intégrée, cette collaboration doit également être présente. Ainsi, les divers services et unités de la police fédérale, de même que les différents corps de police locale, travaillent eux aussi ensemble afin de participer à l'objectif commun de sécurité et de qualité de vie des citoyens.

S'il est bien ici question d'une approche intégrée, le travail en partenariat vaut naturellement pour tous les autres partenaires impliqués dans le domaine de la sécurité. Nous parlons dès lors également d'une approche intégrale, et ce, tout au long de la chaîne de sécurité.

En matière de sécurité, les services de police se définissent comme des 'prestataires de services' : il est indispensable qu'ils puissent fournir un service de la plus haute qualité à tout un chacun, avec les moyens adéquats, disponibles et gérés de manière optimale.



4.1 Les Directions de coordination et d'appui

Au niveau de l'arrondissement judiciaire, la direction de coordination et d'appui (DCA) de la police fédérale, dirigée par un directeur coordinateur administratif (DirCo), remplit une fonction charnière entre la police fédérale et la police locale. En ce qui concerne le fonctionnement intégré, ses domaines d'activités prioritaires sont la cohérence entre la politique de sécurité locale et nationale, la collaboration interzonale ainsi que le fonctionnement du carrefour d'information d'arrondissement (CIA). Le directeur coordinateur administratif joue également un rôle important dans l'appui aux autorités policières et à la police locale.

■ DCA Liège - Approche intégrale et intégrée des VMA



Au cours du premier semestre 2011, les services de police de l'arrondissement judiciaire de Liège ont constaté une nette augmentation du nombre de vols à main armée, particulièrement contre les commerces.

La collaboration entre les deux niveaux de police, les autorités judiciaires et les partenaires du secteur commercial au sens large est essentielle pour lutter efficacement contre ce phénomène préoccupant. Dans ce cadre, un protocole de coopération renforcée entre les différents acteurs liégeois a été signé. Le principal outil de cette collaboration est une banque de données in/out entre les partenaires, par laquelle le CIA communique les bonnes

pratiques, les nouveaux modus operandi, toute information pertinente/utile au secteur commercial, à la police et à la Justice.

■ DCA de Malines – Un sondage approfondi auprès de la population

Au sein de l'arrondissement de Malines, un sondage – approfondi et de grande ampleur – a été réalisé auprès de la population sous la coordination de la DCA de Malines. Sa préparation et sa mise en œuvre ont été assurées conjointement par la police locale et la police fédérale. L'appui scientifique et le traitement des données ont été confiés à la Haute École Lessius de Malines.

Environ 4 % de la population ont été interrogés. Grâce à un taux de réponse de 51 %, l'enquête a fourni un bon aperçu de la situation au niveau de l'arrondissement, de la zone, de la commune et même du quartier. Ses trois fils conducteurs étaient les suivants : qui interrogeons-nous, que voulons-nous découvrir et que voulons-nous faire de ces données. Les résultats ont été présentés, d'une part, aux chefs de corps, aux bourgmestres, au procureur du Roi, au directeur judiciaire (DirJud) ainsi qu'au directeur coordinateur (DirCo) et, d'autre part, à l'occasion d'une conférence de presse. Ils serviront de base à l'établissement des plans zonaux de sécurité 2013 – 2016. Ces résultats permettent également de se rendre compte de manière plus claire des attentes et des besoins des citoyens au sein de l'arrondissement et, ainsi, d'adapter encore davantage le travail policier en conséquence.

■ Vers une DCA HATO à travers le projet FALL

Soucieux d'anticiper le futur agrandissement d'échelle des arrondissements judiciaires et compte tenu du fossé toujours plus grand entre les responsabilités dévolues aux directions de coordination et d'appui (DCA) et les fonctionnalités, les DirCo's d'Hasselt et de Tongres ont déposé, par l'entremise du commissaire général (CG), une proposition visant, dans le cadre d'un projet pilote, à permettre la 'cohabitation', dans une optique de collaboration fonctionnelle, de leurs deux DCA. L'objectif est de permettre aux DCA de continuer à offrir, sur le plan provincial, un service de qualité, à valeur ajoutée et placé sous le signe tant de l'expertise que de la continuité. Le projet avait pour principes de base le maintien de l'appui à la PJF, la nécessité de ne pas entraîner de surcoût et le maintien des deux DirCo's en tant que responsables finaux au sein de leur propre arrondissement.

Après l'obtention de l'accord de principe du ministre de l'Intérieur le 16 février 2011, ce projet, baptisé FALL (Fusion Avant La Lettre) est entré en phase de préparation en 2011. Début décembre 2011, la DCA de Tongres a quitté la ville de Genk pour prendre ses quartiers à Hasselt. Grâce à l'engagement des collaborateurs directement impliqués et à l'appui de nombreux partenaires et des organisations syndicales, cette collaboration fonctionnelle innovante continuera d'évoluer progressivement en 2012 pour aboutir dans les faits à la DCA Hasselt-Tongres (DCA HATO).



■ DCA de Furnes - Le fonctionnement intégré au rang de priorité

On s'est attelé, au niveau de l'arrondissement, à l'organisation d'exercices catastrophe et de formations consacrés à des thématiques diverses telles que la prévention de la radicalisation (CoPPRa), la coopération policière avec la France ou encore Salduz. Mais l'approche intégrée d'événements a également bénéficié d'une attention particulière sur le terrain, avec notamment l'organisation des championnats du monde de cyclo-cross à Coxyde. Ainsi, la DCA a été présente de manière permanente, conjointement avec la police locale, au poste de commandement intégré. Avec les pompiers, la Croix-Rouge et le responsable de la base militaire, les services de police ont pu assurer sans encombre la sécurité de l'événement. Les championnats se sont déroulés sans incident, et ce, à la satisfaction générale des autorités administratives et des organisateurs.

■ DCA Audenarde – Projet DIO

Le projet DIO (Dynamisch Informatiebeheer Oudenaarde : gestion dynamique de l'information Audenarde) a pour objectif de jeter un pont avec le terrain, de rendre accessibles les informations dans un environnement mobile et d'offrir des possibilités en matière de feed-back.

Ce projet a l'ambition, en complément des applications nationales telles que la Banque de données nationale générale (BNG), de proposer une offre sur mesure, adaptée aux besoins du terrain.

DIO entend dès lors :

- rapprocher du terrain les sources d'information existantes (banques de données CIA, données relatives aux personnes contactables, bases de données de la zone, police judiciaire fédérale, etc.) ;
- organiser des contrôles, et en assurer le suivi, d'une façon simple et transparente (notamment à travers un feed-back) ;
- rendre possible la consultation de directives opérationnelles actualisées (GIT, alerte de police/poursuites, GIBAO [Geïntegreerd InformatieBeheer Arrondissement Oudenaarde : gestion intégrée de l'information Audenaarde], planification d'urgence...) ;
- offrir un appui documentaire en fonction de la pertinence opérationnelle 'juwelenwijzer' [index des bijoux] , parties de l'intranet C.L.I.O. [Central Linked Intranet Oudenaarde]...).

DIO possède son propre concept de sécurité et rend possible la combinaison d'informations protégées dans un environnement Internet (ouvert). DIO est particulier dans la mesure où il est basé sur un système fonctionnant avec une base de données répartie. Cela signifie que les informations sont présentes physiquement sur tous les appareils participants et, par conséquent, qu'elles sont également disponibles hors connexion.

■ DCA Arlon - Assistance policière aux victimes

L'assistance aux victimes est une fonctionnalité prenante et difficile pour tous les acteurs du système policier. Afin d'optimiser l'offre de service à la population ainsi que l'homogénéité des pratiques en la matière, tous les officiers de garde des polices locale et fédérale, ainsi que les services d'assistance aux victimes de l'arrondissement d'Arlon, se sont rencontrés le 4 octobre 2011. Cette réunion a permis de prendre des décisions applicables immédiatement, telle que la systématisation du rappel de l'assistant(e) social(e) de garde pour toutes les agressions avec usages d'arme.

Chacune des zones et unités a également présenté le rôle spécifique de l'officier de permanence en matière d'assistance aux victimes et, particulièrement, la descente sur les lieux d'événements graves. La police de la route a, par exemple, déjà réalisé un important travail en la matière. Cet après-midi d'échange a également mis en évidence les qualités humaines prépondérantes de l'intervenant, mais également l'importance du cadre de référence dans lequel s'inscrivent ces interventions. L'objectif d'un tel échange est de fournir l'éclairage et les outils nécessaires pour avancer de manière cohérente. Cette réflexion a trouvé des prolongements au sein du conseil d'arrondissement, présidé par le procureur du roi, pour une meilleure politique en faveur des victimes.



Actions de police intégrée

Actions FIPA enregistrées au niveau central (*)	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'actions	233	269	208	233	↗

(*) Actions FIPA enregistrées par la Direction des opérations de police administrative
FIPA: Full Integrated Police Action

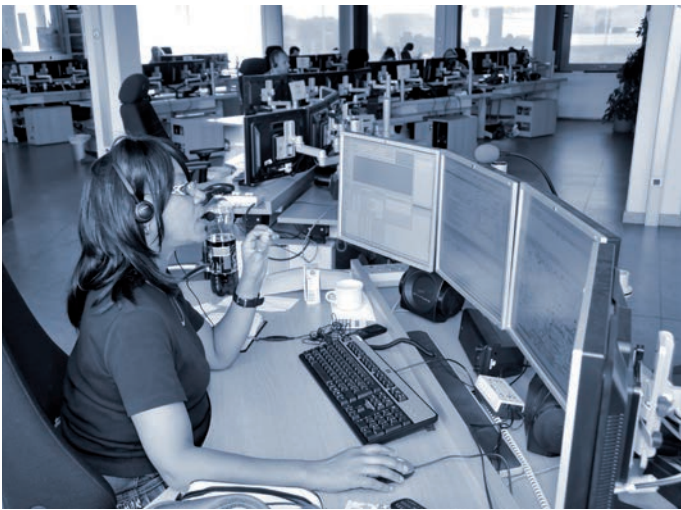
4.2 Les centres d'information et de communication

Les centres d'information et de communication (CIC) assurent la communication opérationnelle. Concernant l'optimisation du fonctionnement des CIC en 2011, nous relevons entre autres:

- la poursuite de la préparation des centres 112, qui regrouperont les centrales de secours 100 et 101 en un call-taking (prise d'appels d'urgence) commun et multidisciplinaire (tous services de secours confondus), et en un dispatching policier et un dispatching non-policier. Le but est d'augmenter la rapidité et l'efficacité de l'aide urgente. Le projet 112 comprend les migrations des centrales d'aide 100 (pompiers-médicale) vers la terminologie CAD de ASTRID, déjà en service à la police ;
- la formation AMOK(*) des opérateurs des CIC en vue d'optimiser le fonctionnement des interventions des services de police. En effet, lorsque ce type d'incident se produit, il est important que les opérateurs des centrales de secours puissent rapidement et correctement évaluer la situation afin de permettre une réaction adéquate lors du dispatching ;
- les 11 CIC équipés du système LBS (Location based services) pour permettre la localisation des appels GSM. Grâce à ce système, les opérateurs qui répondent à un appel d'urgence peuvent à présent situer, de manière automatique, l'appelant sur une carte. Etant donné qu'en moyenne deux appels sur trois proviennent d'un GSM, ceci constitue une amélioration importante;
- l'adaptation majeure des hard- et software au sein des CIC. Les softwares ont été remplacés par une nouvelle version. Une importante composante du hardware a également été remplacée afin d'assurer, dans le futur, une meilleure continuité du service. Grâce à un bon planning et une solide préparation, les dérangements occasionnés par ces adaptations ont pu être limités au minimum.

** Une situation AMOK est une situation où un individu très violent tente de tuer au hasard le plus grand nombre possible de personnes.*

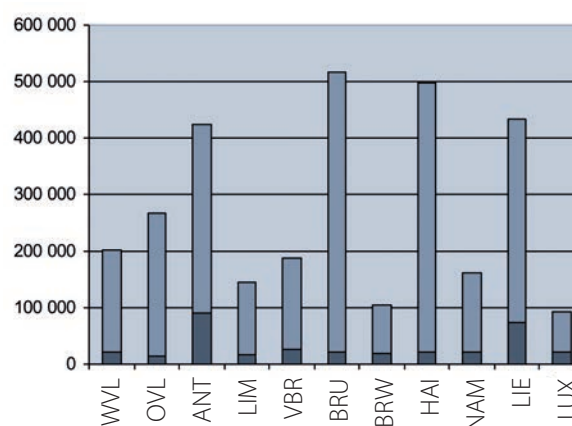
	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'appels urgents reçus par les CIC - type 101	2 241 392	2 467 978	2 666 345	2 684 679	↗
Nombre d'appels non-urgents reçus par les CIC	462 352	420 854	381 327	347 672	↘
Nombre total appels reçus par les CIC	2 703 744	2 888 832	3 047 672	3 032 351	↘



Appels reçus par les CIC en 2011	Nombre d'appels urgents - type 101	Nombre d'appels non-urgents	Nombre total des appels
Flandre occidentale	180 914	20 630	201 544
Flandre orientale	253 753	13 924	267 677
Anvers	332 759	91 184	423 943
Limbourg	127 646	17 457	144 921
Brabant flamand	162 887	25 650	188 537
Bruxelles	495 391	20 650	516 153
Brabant wallon	83 689	20 082	103 771
Hainaut	477 098	20 360	497 458
Namur	139 402	22 251	161 653
Liège	360 557	73 884	434 441
Luxembourg	70 765	21 488	92 253

Répartition des appels par CIC

■ Appel urgent
■ Appel non urgent



4.3 Les carrefours d'information d'arrondissement

Les carrefours d'informations d'arrondissement (CIA) sont chargés du traitement et de l'exploitation de l'information opérationnelle.

Concernant l'optimisation du fonctionnement des CIA en 2011, plusieurs actions ont été entreprises pour améliorer leur fonctionnement, entre autres :

Le Comité d'accompagnement CIA et le concept CIA : ensemble pour une offre de service de qualité

La Direction de l'information policière opérationnelle est continuellement impliquée dans l'optimisation du fonctionnement des CIA. D'une part, elle pilote le Comité d'accompagnement multidisciplinaire des CIA qui est chargé, dans le court terme, de fournir un appui aux problèmes ponctuels. D'autre part, la Direction de l'information policière développe le concept CIA pour une vision à plus long terme.

Ce concept CIA poursuit plusieurs buts. Citons, entre autres, la mise en place de procédures standardisées pour le traitement des informations, en portant une attention particulière aux spécificités locales. Ensuite, l'implémentation de ces procédures via les Dirco's et les Dirjud's et le suivi de cette implémentation par le biais d'un système qualité.

Le Comité d'accompagnement CIA a validé, en 2011, la création du 'groupe de travail 24h'. C'est un premier pas dans le développement des procédures décrites ci-dessus pour le suivi des événements et des faits qui se sont produits récemment. Le groupe de travail a réalisé la phase test de l'automatisation du transfert des données quotidiennes de l'ISLP (Information System for the Local Police) vers les CIA.

Le lancement du projet Bonnes pratiques CIA a débuté en septembre 2011 après validation du Comité d'accompagnement CIA. Deux bonnes pratiques ont fait l'objet d'une publication sur l'Intranet CIA.

Les CIA connectés à différentes zones de police

Les CIA ont accès à toutes les données relatives aux dernières 24h des zones de police de l'arrondissement. Cela se passe grâce à différents systèmes, via notamment l'application RITA-plus. Pour ce faire, des protocoles d'accord concernant le flux d'information des zones de police vers les CIA ont parfois été mis en place.

Le CIA Namur : à l'écoute de ses parties prenantes

Dans le cadre de l'amélioration continue des services de la police judiciaire fédérale, une enquête de satisfaction a été menée en 2011 auprès des parties prenantes (ou concernées). Cette enquête, qui a été menée sous la responsabilité conjointe du directeur judiciaire et du directeur coordinateur de Namur, portait sur les missions confiées au CIA. Les recommandations qui en découleront permettront d'identifier les nouvelles attentes des parties prenantes envers le CIA.

Le CIA de Termonde : tryptique de l'identification judiciaire

Le CIA de Termonde a développé, avec ses partenaires de l'arrondissement, le scénario 'trityptique de l'identification judiciaire' afin d'augmenter la qualité de saisie dans la BNG. Ce scénario propose un fil rouge pour la prise de photos et d'empreintes ou la création de notices individuelles. Le suivi du respect de ce scénario est rapporté mensuellement par le CIA à la concertation de recherche au niveau régional et de l'arrondissement.



Le CIA d'Anvers suit le phénomène 'effraction dans les habitations'

Beau succès pour le premier suivi du phénomène 'effraction dans les habitations', nouveau style publié en mars 2011. Les données proviennent de banques de données locale et fédérale et la réalisation fortement automatisée de la partie statistique, ce qui permet un gain de temps précieux dans l'envoi des données (suppression de la saisie manuelle), constituent les deux nouveautés majeures de ce suivi mensuel.

4.4 Appui au management dans le domaine de la gestion optimale

Journées thématiques

Deux journées thématiques de très grande envergure ont été organisées. L'excellence dans la fonction de police était le thème de la journée d'étude qui a eu lieu à Courtrai le 20 mai 2011. Près de 400 collègues et partenaires y étaient présents.

La fonction de police orientée vers la communauté: stop ou encore? était le thème de la journée d'étude qui a eu lieu à Jurbise le 26 mai 2011.

100 policiers locaux (dont 19 mandataires) et 50 fédéraux (dont 7 mandataires) y ont participé mais aussi des partenaires externes tels que le SPF Intérieur, la police suisse ainsi que la Sûreté du Québec.



Les réseaux

Afin d'assurer une diffusion intégrée de l'information, tant au niveau national qu'au niveau provincial et de l'arrondissement, les réseaux RFF (Réseau Fédéral des Facilitateurs) et FNP (Federale Netwerk Procesbegeleiders) constituent un atout majeur en communiquant sur les sujets de stratégie et politique policière au rythme de quatre réunions par an et par réseau (mise en commun et diffusion de bonnes pratiques, PNS, PZS, Knowledge management, fil rouge stratégique, projet performance, CP3,...).

Plus particulièrement, le projet performance a produit et mis à disposition des entités un set d'indicateurs développé au sein du Service appui au management police locale de la Direction de l'excellence dans la fonction de police (CGL-X), en concertation avec des partenaires policiers (locaux et fédéraux) et du monde académique.

Ce ne sont pas moins de 80 collègues et experts qui, au cours d'un workshop, ont effectué le 25 mai 2011 ce travail de récolte et d'inventaire de centaines d'indicateurs. Cet inventaire, structuré de façon dynamique et interactive, est téléchargeable sur le site <http://www.infozone.be>.



La gestion optimale de l'information



Le thème stratégique de 'gestion optimale' dans le domaine de l'information policière opérationnelle visait, tout au long du PNS 2008-2011, à garantir la fiabilité, l'accessibilité, la convivialité et une approche intégrée de l'information. Dans cette optique, et toujours avec en toile de fond le concept de fonction de police guidée par l'information, voici un gros plan sur quelques réalisations 2011.

Premièrement, le Projet Information Opérationnelle (PIO) a poursuivi activement ses développements et la maintenance des systèmes d'informations nécessaires à la réalisation des missions des services de police. Avec en parallèle, la formation de personnes-ressources, (chargées, à leur tour, de former ou d'informer les utilisateurs finaux), et l'information permanente des utilisateurs suite aux nouveautés mises à leur disposition ou aux évolutions des réglementations (inter)nationales. A ce titre, épinglons plusieurs concrétisations. Tout d'abord, les adaptations des applicatifs ISLP et Feedis suite à l'entrée en vigueur de la loi Salduz (modification des mesures à prendre, intégration de 'templates' et mise en place d'un processus de collecte des données statistiques). Ensuite, le déploiement de l'application Gestion d'enquête permettant entre autres la coordination des enquêtes dans la Banque de données nationale générale (BNG) grâce à l'automatisation du flux. Mais aussi, l'accès aux photos contenues dans le fichier des cartes d'identité du Registre national. Enfin, le démarrage du contrôle, aux postes frontaliers belges, des documents d'identité via la base de données Interpol ASF SLTD (Stolen or Lost Travel Documents), ou des 'visas' dans le système VIS central via l'application BELVIS BorderControl.

Deuxièmement, la poursuite du plan d'action amélioration de la qualité de la BNG en intensifiant les actions régulières de contrôle de données enregistrées dans la BNG en regard des règles d'alimentation en vigueur (respect de la vie privée).

Troisièmement, la rationalisation des échanges des informations opérationnelles internationales, sur fond de modèle de choix des canaux en vue de fournir un appui efficace et une réelle plus-value aux enquêtes.

D'autre part, la gestion de l'information non-opérationnelle est aussi primordiale pour le fonctionnement de l'organisation policière.



5.1 L'information opérationnelle

5.1.1 Qualité des données

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de données vérifiées en BNG (contrôle de qualité)	83 425	83 323	154 052	183 598	↗
Nombre de MAP (Mesures à prendre) dont la pertinence a été contrôlée en BNG	-	-	397 465	583 496	↗
Total des données vérifiées	-	-	551 517	767 094 (*)	↗

(*) L'opération visant à contrôler la pertinence des mesures à prendre sur les personnes enregistrées dans la Banque de données nationale générale (BNG) a permis de vérifier 583 496 données, soit 186 031 données en plus que l'année précédente. Cette action s'inscrit dans une politique globale visant à contrôler la qualité des données en BNG. Dans ce même contexte, sont également contrôlées des données concernant les documents d'identité perdus ou volés, les violences intrafamiliales, les vols à main armée, les signalements d'évasion, la complétude du triptyque d'identification judiciaire ainsi que d'autres actions ponctuelles.

5.1.2 Communication

Info BNG	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'articles publiés	58	67	47	44	↘
Nombre de lecteurs (mensuellement)	3 675	5 804	6 198	7 386	↗

Site intranet Information policière opérationnelle / BNG	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de visiteurs uniques (mensuellement)	9 659	11 743	11 617	12 402	↗
Nombre de pages visionnées (mensuellement)	621 617	165 519(*)	145 673	148 346	↗

(*) Suite au lancement, en 2009, du nouvel Intranet Police, dénommé Pol Info, qui a permis une gestion intégrée des news, consultables directement via la page d'accueil de Pol Info.

5.1.3 Call center 'Appui BNG' et centre d'expertise

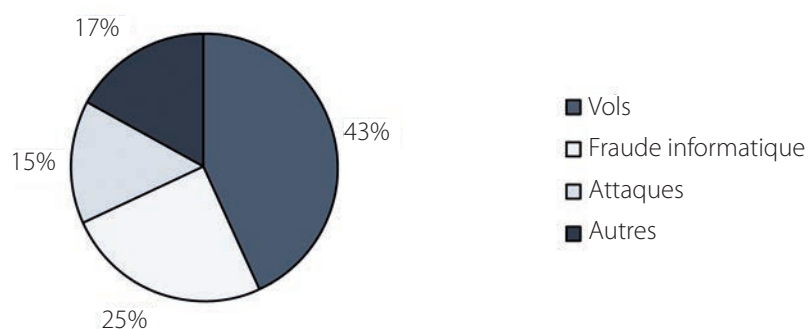
	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de questions reçues	4 889	4 120	4 796	3 878	↘
Pourcentage de questions ayant reçu une réponse immédiate	72 %	72,5 %	69 %	73 %	↗
Pourcentage de questions ayant reçu une réponse dans le mois (dossiers complexes)	94 %	93 %	93 %	94 %	↗

5.1.4 Bulletin de recherche et d'information (BRI)

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'avis publiés	1 955	2 757	3 874	4 763	↗
Nombre de lecteurs pour le BRI (par mois)	4 846	10 246	10 331	10 862	↗

Suite aux 4 763 avis publiés et aux consultations effectuées tous les mois par 10 862 personnes, 7% de résultats positifs ont été communiqués par les enquêteurs au Bulletin de recherche et d'information.

Top 3 des avis du BRI



5.1.5 Signalements judiciaires nationaux

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de personnes signalées en BNG	19 325	24 664	27 465	27 645 (*)	↗
Temps nécessaire entre la demande de signalement et la parution en BNG (en jours)	11,22	3,89	1,94	11 (**)	↗

(*) Dont 5 866 personnes à rechercher ou à contrôler sur le plan national ont été désignées à la demande des autorités judiciaires.

(**) Cette forte augmentation est due principalement à une baisse générale de capacité et à un appui fourni en parallèle à une autre section.

5.1.6 Signalements internationaux

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de contrôles positifs sur base de signalements Schengen (de Belges à l'étranger ou d'étrangers en Belgique)	4 592	5 128	4 618	5 112	↗
Nombre de messages internationaux traités dans le cadre des signalements	61 847	84 056	90 525	84 065	↘
Avec pour conséquences les résultats suivants :					
Véhicules saisis	853	919	1 008	1 147	↗
Personnes arrêtées	262	278	276	416	↗
Documents retrouvés	305	262	284	401	↗
Personnes disparues retrouvées	204	230	161	242	↗
Personnes localisées	83	67	74	55	↘
Personnes contrôlées	71	104	114	91	↘
Véhicules contrôlés	5	19	14	52	↗

5.1.7 Echange international d'informations policières opérationnelles

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de dossiers initiaux ouverts	36 322	40 255	39 528	46 004 (*)	↗
Nombre de traductions effectuées dans le cadre de l'échange international d'informations policières opérationnelles	16 432	17 760	16 247	13 782	↘

(*) 12,5% concernent des échanges d'empreintes digitales dans le cadre de l'appui aux enquêtes pour la collaboration policière internationale opérationnelle et 32 % de messages ont été échangés via le canal Europol.

5.1.8 Centres communs de coopération policière et douanière

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de dossiers traités	66 593	75 054	63 812	63 106	↘
Nombre d'opérations pour lesquelles un appui opérationnel a été fourni	70	83	83	81	↘

5.1.9 Registre central des armes (RCA)

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de dossiers traités	7 451	12 241	3 856	5 221	↗

5.1.10 Données de gestion

Statistiques policières de criminalité (SPC)	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de publications des statistiques SPC	2	2	4	4	=
Nombre de baromètres en matière de criminalité	7	12	12	12	=
Nombre de publications de rapport annuel en matière de criminalité enregistrée (SPC) (1)	-	-	-	2	↗

(1) Un rapport annuel pour 2010, un rapport annuel pour 2011, tous deux publiés en 2011.

Complétude et vitesse d'alimentation de la BNG	2008	2009	2010	2011	10/11
Pourcentage de complétude de la BNG (2)	99,1 %	99,1 %	98,8 %	95,4 %	↘
Vitesse d'alimentation nationale de la BNG (3)	35	33	33	24	↘

(2) % des PV présents dans ISLP qui se retrouvent en BNG

(3) Nombre moyen de jours moyen pour que ces PV arrivent en BNG

Statistiques policières de circulation	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de publications du baromètre de circulation	12	12	12	12	=
Nombre de publications issues de l'exploitation des informations sur les infractions routières (vitesse, port de la ceinture, conduite sous influence, ...)	-	-	1	2	↗
Nombre d'aperçus annuels des accidents de circulation	2	2	2	2	=

Statistiques policières ordre public	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de rapports sur la qualité et la complétude des enregistrements des événements d'ordre Public	4	4	3	3	=
Nombre de publications des chiffres semestriels ordre Public	2	2	2	2	=
Nombre de feed-back hebdomadaires des données football pour la DAO (4) et les responsables locaux (surtout D1)	34	30	33	19	↘
Nombre de feed-back mensuels des données football pour la DAO et les responsables locaux (D1 et D2)	11	11	12	10	↘
Transfert semestriel de la banque de données football vers DAO	4	5	4	3	↘
Alimentation de la partie Datawarehouse du Calendrier des Événements	-	55	88	131	↗

(4) Direction des opérations de police administrative de la police fédérale.

Moniteur de sécurité	2008	2009	2010	2011	08-09/10-11
Publication du moniteur de sécurité (5)	1		-		↘

(5) Pas de budget pour une édition 2010-2011

Un nouveau concept, celui d'« Enquête locale de sécurité » a débuté fin septembre 2011. En complément du Moniteur de Sécurité, l'enquête locale met davantage l'accent sur les aspects locaux. Elle contient des questions à propos des problèmes de quartier, du sentiment d'insécurité, de la victimisation et du travail de la police.

Demandes 'infodesk' des partenaires relatives aux données de gestion (*)	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de demandes relatives aux statistiques policières de criminalité	270	316	299	381	↗
Nombre de demandes relatives aux statistiques de circulation	134	192	161	260	↗
Nombre de demandes relatives au Moniteur de sécurité	55	80	81	57	↘
Nombre de demandes relatives aux statistiques ordre public	45	35	17	28	↗
Total du nombre de demandes 'infodesk'	504	623	558	726	↗

(*) e.a. des demandes ponctuelles des zones; des questions parlementaires...

5.1.11 Dossiers d'information en matière de police administrative

Nombre de dossiers d'information tenus au niveau national	2008	2009	2010	2011	10/11
Groupements	415	373	402	354	↘
Personnes	18 329	15 276	20 430	18 801	↘

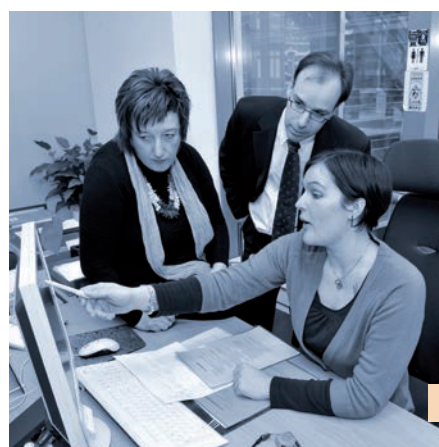
5.2 L'information non-opérationnelle

GALoP

Le projet GALoP (Gestion administrative de la logistique et du personnel) a poursuivi son développement au sein des unités locales et fédérales notamment dans le cadre de la gestion intégrée du contingent de maladie, de l'informatisation des formulaires de demande d'absence, de la gestion des aspirants par les écoles de police, de la mise à disposition des informations relatives aux formations suivies en interne. Chaque membre du personnel a aussi la possibilité de consulter ces informations via Portal.

EPIS

Le projet EPIS (Enterprise Police Integrated System) a été réorganisé afin de continuer les analyses fonctionnelles. La priorité a été placée sur les sujets logistiques couvrant la gestion des véhicules et une partie de la gestion des matériels et des produits de consommation/pièces de rechange. Suite au séminaire ICT, une nouvelle orientation pour le projet a été choisie et sera mise en œuvre à partir de 2012.



L'appui opérationnel



Une des missions de la police fédérale est de fournir un appui opérationnel à la police intégrée lors de l'exécution de missions de police administrative et judiciaire. Cet appui assure une meilleure gestion des phénomènes criminels, mais aussi d'événements relatifs à la gestion de l'espace public, à la sécurité routière...

Il se traduit par l'exécution de missions spécialisées ou non.



6.1 Appui opérationnel dans le domaine de la fonction de police

L'appui opérationnel dans le domaine de la fonction de police consiste à exécuter des missions de protection (transfèvements de détenus dangereux, protection de transports de fonds, ...) mais aussi à engager des moyens spécialisés tels que des arroseuses, des hélicoptères, des équipes canines, la police à cheval,...

6.1.1 Appui aérien

Nombre de missions exécutées par domaine	2011
Criminalité	722
Ordre public	192
Disparitions	152
Circulation	86
Contrôle frontières/surveillance frontalière	38
Soutien à la nation	11
Entraînements opérationnels	21
Entraînements techniques de vol et checks	39
Maintenance	94
Relations publiques et autres	31

■ Quelques résultats de l'appui aérien

	2010	2011	10/11
Personnes retrouvées vivantes après disparition	18	19	↗
Personnes retrouvées décédées après disparition	3	4	↗
Personnes arrêtées	34	45	↗
Personnes arrêtées après poursuite	18	16	↘

	2010	2011	10/11
Véhicules volés récupérés	5	2	↘
Evacuation médicale	0	1	↗
Scanning infra-rouge (IR) positif	15	12	↘
Incidents laser	9	14	↗
Champ(s) plantation(s) de cannabis	2	1	↘

Soutien à la nation

Le 21 avril 2011 a eu lieu à Elsenborn un exercice visant à tester la coopération entre les pompiers, la protection civile et l'hélicoptère de la police, lequel avait été équipé pour l'occasion d'un seau géant, un Bambi bucket. Quelques jours plus tard, les Hautes Fagnes étaient la proie du pire incendie qu'elles aient jamais connu. Au total, plus de 1 000 hectares de zone naturelle furent dévorés par les flammes. Du coup, l'entraînement devenait réalité. La mise en œuvre intensive de l'hélicoptère anti-incendie a néanmoins permis de limiter les dégâts : le feu aurait pu se propager aux vastes étendues boisées de la frontière belgo-allemande et provoquer une catastrophe bien plus grave. Quelques semaines plus tard, le scénario se répéta, lorsqu'un feu de grande ampleur se déclara dans la réserve naturelle de Kalmthout (Kalmthoutste Heide). Ces deux incidents ont conduit à l'amendement du protocole de Collaboration entre la sécurité civile et la police fédérale en matière de soutien aérien et au développement d'une procédure opérationnelle standard en matière d'Appui aérien urgent Belgique.



6.1.2 Appui canin

Nombre d'interventions	2008	2009	2010	2011	10/11
Teams pisteurs	1 142	1 026	683	902	↗
Teams drogues	1 878	1 712	1 769	1 997	↗
Teams drogues silencieux	197	188	168	209	↗
Teams restes humains	47	38	36	113	↗
Teams foyers d'incendie	533	533	415	483	↗
Nombre total d'interventions	3 797	3 497	3 071	3 704	↗
Appui police locale	2 917 (77%)	2 741 (78%)	2 167 (71%)	2 657 (72%)	↗
Appui police fédérale	880 (23%)	756 (22%)	904 (29%)	984 (28%)	↗
Nombre d'heures opérationnelles prestées	24 691	22 940	21 066	22 572	↗

Les augmentations du nombre d'interventions du Service d'appui canin (DACH) sont principalement dues aux éléments suivants :

- la demande accrue en 2011 d'appui des équipes canines spécialisées ;
- la réduction partielle d'un déficit en personnel au sein des équipes opérationnelles par l'engagement et la formation tant de maîtres-chiens que de chiens, augmentant ainsi le nombre d'équipes canines pouvant être engagées de manière opérationnelle (drogues, chiens pisteurs).

6.1.3 Appui technique par la police de la navigation

	2008	2009	2010	2011	10/11
Scanner X-ray					
Nombre d'actions	186	192	172	206	↗
Nombre d'heures	6 287	6 086	5 720	5 528	↘
Side scan Sonar					
Nombre d'opérations	66	104	89	121	↗
Nombre d'heures	4 823	6 473	3 357	3 855	↗
Détecteur CO2					
Nombre d'actions	85	122	172	259	↗
Nombre d'heures	1 132	1 842	2 604	3 152	↗
Chiens pour les contrôles immigration					
Nombre d'actions	20	80	178	192	↗
Nombre d'heures	187	644	1 865	1 934	↗
Autres moyens de détection (e.a. endoscope*)					
Nombre d'actions	65	70	180	50	↘
Nombre d'heures	1 421	1 685	1 727	1 292	↘

(*) à partir de 2010

■ Quelques résultats en 2011

	Nombre d'illégaux interceptés	Nombre de véhicules interceptés	Autres
Scanner X-ray	2	6	1
Side scan Sonar	-	112	323
Détecteur CO2	31	-	-
Chiens pour les contrôles immigration	76	-	-
Autres moyens de détection	87	7	13



6.1.4 Missions de protection par l'intervention spécialisée (GIS)

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de missions intercity	758	759	766	786	↗
Nombre de missions intracity	5 408	4 020	3 313	2 787	↘
Nombre de missions VIP	235	149	161	177	↗
Nombre de transfèrements de détenus dangereux	502	980	1 090	1 351	↗
Nombre de missions de protection de transports de fonds Banque nationale	127	122	119	125	↗

Nombre d'heures prestées	2008	2009	2010	2011	10/11
Intercity	28 620	25 836	26 096	30 033	↗
Intracity	102 031	77 637	69 355	69 656	↗
Missions VIP	27 453	16 340	19 821	21 271	↗
Transfèrements de détenus dangereux	31 070	42 878	42 912	43 840	↗
Transports spéciaux	2 824	1 951	2 074	1 298	↘
Protection de transports de fonds Banque nationale	22 950	22 196	22 394	22 400	↗

6.1.5 Engagement de moyens spécialisés – teams spécialisés

Nombre d'engagements	2008	2009	2010	2011	10/11
Arroseuses	707	673	402	579	↗
Equipe d'arrestation et équipe arrestations en groupe	178	80	148	161	↗
Team de preuve	310	334	374	249	↘
Team vidéo	103	72	36	39	↗
Team 'lock-on'	37	43	73	36	↘
Cellule de commandement	796	832	10	192	↗
Equipes et véhicules particuliers d'intervention (APC)	70	51	43	54	↗



Nombre d'heures prestées	2008	2009	2010	2011	10/11
Arroseuses	19 390	22 430	19 225	19 076	↘
Equipe d'arrestation et équipe arrestations en groupe	12 456	10 199	14 718	11 087	↘
Team de preuve	28 409	35 580	38 597	53 556	↗
Team vidéo	2 301	1 716	2 580	3 141	↗
Team 'lock-on'	3 500	3 989	7 843	997	↘
Cellule de commandement	4 369	3 444	4 312	4 535	↗
Equipes et véhicules particuliers d'intervention (APC)	1 568	1 981	1 348	1 346	↘
Eléments de barrage (chevaux de frise)	1 730	1 065	512	570	↗
Appui à la formation avec moyens spécialisés	10 018	8 710	10 889	8 766	↘
Feres (Permanence Réserve fédérale depuis le 1e juin 2007)	58 715	60 651	33 021	22 921	↘

6.1.6 Police à cheval



Patrouilles à cheval	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de patrouilles à cheval exécutées	3 417	3 768	2 804	3 091	↗
Nombre d'heures	64 179	66 101	53 477	62 846	↗

Missions exécutées à cheval	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de missions exécutées à cheval lors d'événements	221	796(*)	1 053(*)	836(*)	↘
Nombre d'heures prestées pour des missions à cheval lors d'événements	40 360	42 549	39 759	40 652	↗

(*) Événements footballistiques inclus

Appui spécialisé à cheval	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'heures prestées FIPA	2 639	1 197	319	378	↗

Escorte royale à cheval	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'escortes royales	3	1	1	1	=
Nombre d'escortes ambassadeurs	8	6	8	12	↗
Nombre d'ambassadeurs	34	28	37	53	↗
Nombre total d'heures prestées	24 030	10 481	12 143	16 287	↗

6.1.7 Appui opérationnel par la police aérienne en matière de documents faux et falsifiés

Mission d'appui par la police aérienne	2010	2011	10/11
Nombre d'actions	11	8	↘
Nombre d'enquêtes pour d'autres services de police	802	897	↗
Nombre de hits (*)	275	182	↘

(*) Hits : faits positifs, documents véritablement faux et falsifiés

6.1.8 Missions d'appui non spécialisées

Nombre d'engagements	2008	2009	2010	2011	10/11
Transfèvements non spécialisés (*)	15 304	12 390	6 966	6 047	↘
Appui non spécialisé dans la gestion d'événements	32 565	16 576	1 606	3 309	↗

(*) Depuis 2008, cette mission est principalement reprise par le corps d'intervention (CIK)

6.2 Appui opérationnel aux enquêtes judiciaires

Les différentes formes d'appui opérationnel fourni par la police judiciaire fédérale lors des enquêtes judiciaires sont reprises dans ce chapitre. Huit catégories sont présentées : l'analyse opérationnelle, la police technique et scientifique, les banques de données APFIS et ViCLAS, l'identification des véhicules, la contre-façon et les faux, les avis de recherche dans les médias, les personnes disparues et Ecops. Les tableaux mentionnés donnent un aperçu de l'évolution des activités d'appui depuis 2008.

6.2.1 Analyse criminelle opérationnelle

■ Niveau central

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'analyses	39	40	36	32	↘
Nombre de fois qu'un appui a été fourni	43	13	15	10	↘
Total du nombre d'analyses et de missions d'appui	82	53	51	42	↘

■ Niveau déconcentré

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'analyses	427	518	388	486	↗
Nombre de fois qu'un appui technique a été fourni	651	1 407	668	678	↗
Total du nombre d'analyses et de missions d'appui	1 078	1 925	1 056	1 162	↗
- dont en appui à la police fédérale	846	1 720	913	1 057	↗
	78,5%	89%	86,5%	90,5 %	↗
- dont en appui à la police locale	228	205	143	107	↘
	21,5 %	11%	13,5%	9,5 %	↘
- dont phénomènes du plan national de sécurité	78%	76,5 %	80%	83 %	↗

■ Nombre d'analystes criminels opérationnels

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'analystes criminels opérationnels à la police fédérale	101	105 (99+6 AA)	95 (89+6AA)	94 (85+9AA)	↘

(*) AA: statut d'assistant analyste

6.2.2 Police technique et scientifique

■ Appui centralisé de la police technique et scientifique (DJT)

Le système APFIS (Automated Palm and Fingerprint Identification System) permet de comparer notamment les empreintes digitales et palmaires.

SIJ – Fiches dactyloscopiques (tenprints)	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de fiches transmises	74 446	91 119	115 765	131 088	↗

SIJ – Traces papillaires (latent prints)	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de dossiers traités reprenant des traces de doigts et/ou de paumes	7 330	7 968	8 876	9 313 (*)	↗
Nombre de dossiers dans lesquels un auteur a été identifié.	1 089	998	1 709	2 119	↗

(*) Les 9 313 dossiers contiennent 29 181 traces.

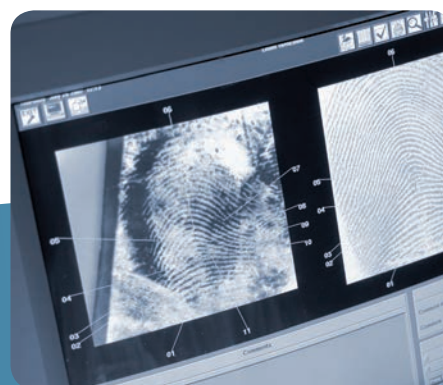
Audio et vidéo	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de dossiers pour lesquels le laboratoire audio a fourni un appui	56	58	57	34	↘
Nombre de dossiers pour lesquels le laboratoire vidéo a fourni un appui.	450	543	423	285	↘

Après la diffusion du SLA (Service Level Agreement) du service, la quantité et la nature des dossiers transmis ont évolué : moins de dossiers transmis au Service labo audio-vidéo mais des dossiers plus complexes et/ou impliquant un travail plus long; les autres dossiers étant traités au niveau de l'arrondissement.

Sciences comportementales	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de dossiers polygraphie	385	366	447	508	↗
Nombre de dossiers dans lesquels les analystes comportementaux ont fourni un appui à l'audition (préparation seule ou préparation et assistance en direct)	74	58	77	65(*)	↘

(*) La diminution du nombre de dossiers s'explique en partie par les mouvements du personnel qui ont eu lieu en 2011.

Unité centrale	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'interventions et d'expertises	2 424	4 746	7 595	6 952	↘



Automated Palm and Fingerprint Identification System

Depuis la mise en place du système APFIS, les comparaisons d'empreintes et de traces se sont améliorées. APFIS est un système à la pointe de la technologie qui permet, entre autres, de comparer les empreintes digitales et palmaires (c'est-à-dire la paume de la main) d'un suspect avec les traces prélevées sur les lieux d'un crime ou d'un délit.

Acheté en 2010 par la Direction de la police technique et scientifique (DGJ/DJT), APFIS a permis d'augmenter de manière significative le nombre d'identifications. Cela est dû à plusieurs facteurs, dont entre autres la possibilité d'effectuer les comparaisons entre empreintes palmaires et traces palmaires de manière automatisée, et non plus manuellement. De plus, la vitesse de comparaison s'est considérablement améliorée et le système est maintenant capable de traiter des traces et empreintes de moindre qualité.

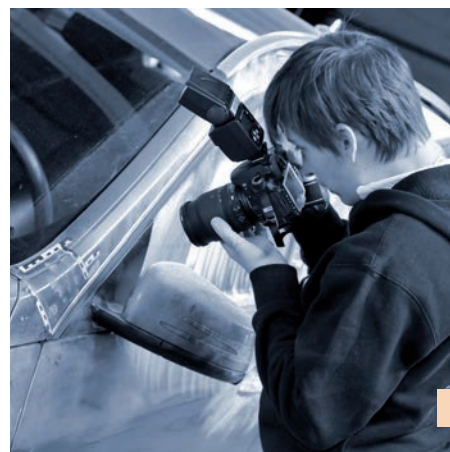
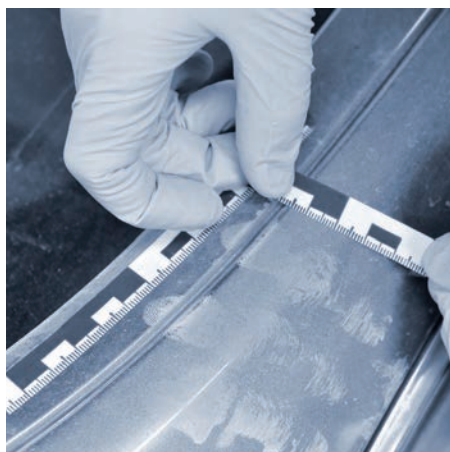
Par ailleurs, grâce à l'utilisation plus répandue du livescan par les services de police (presque 200 services de police locaux et fédéraux en sont équipés), la prise d'empreintes digitales est plus régulière et de meilleure qualité. Cela a pour conséquence directe l'augmentation du nombre de fiches dactyloscopiques insérées dans le système APFIS. La transmission des fiches vers le Service d'identification judiciaire (SIJ) ayant lieu de manière électronique, les délais de réponses sont également fortement raccourcis.

Ce projet permet aussi depuis peu à quelques laboratoires de police technique et scientifique pilotes de transférer de manière électronique, les traces, au SIJ. Des passerelles sont également prévues à court terme entre APFIS et d'autres bases de données comme la BNG ou l'Office des étrangers. Enfin l'application du système APFIS permettra à la Belgique de remplir son engagement prévu dans le traité de Prüm - le traité de Prüm a été signé en 2005 par 7 Etats de l'Union européenne et règle l'échange transfrontalier d'informations en matière de terrorisme, de criminalité organisée et d'immigration illégale. Il prévoit que les pays signataires partagent avec les pays partenaires les données dont ils disposent. Dans ce cadre, le SIJ pourra, au cas par cas, échanger des informations relatives aux empreintes digitales et palmaires avec les autres pays de l'Union européenne lorsqu'ils seront tous interconnectés.

Portraits robots et reconstitutions faciales	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de demandes traitées par les portraitistes	907	1 066	939	997	↗
Nombre de reconstitutions faciales	4	5	5	5	=

■ Appui des laboratoires (LPTS) dans les arrondissements

	2008 (30/03/09)	2009 (22/01/10)	2010	2011	10/11
Nombre de descentes sur les lieux	34 295	38 833	38 117	39 735	↗
Nombre d'interventions (descentes sur les lieux incluses)	60 824	64 176	60 853	63 306	↗
Nombre d'examens au labo	6 946	8 868	9 693	8 861	↘
Nombre de PV rédigés par les laboratoires PTS	43 584	44 910	43 028	49 040	↗
Total d'heures prestées LPTS	448 638	448 451	451 244	433 607	↘
- Nombre d'heures prestées en appui	389 659	379 273	387 762	372 038	↘
Rapport heures d'appui / nombre total d'heures	84,57 %	86,85 %	85,93%	85,80%	↘



6.3 Unités spéciales

La CGSU est la direction de la police fédérale qui engage et optimise ses moyens en personnel et matériel spécialisés en appui de l'action des deux niveaux de la police intégrée en matière de résolution de situations de crises criminelles ou terroristes (réduction de forcené, prise d'otages, extorsion, enlèvement, ...) et d'aide spécialisée à l'enquête (observation, intervention/arrestation, infiltration, contrôles visuels discrets, placements de matériel technique, interception des communications, necrosearch, protection de témoins).

6.3.1 Heures prestées pour l'ensemble des unités spéciales

Répartition de la capacité disponible	2008	2009	2010	2011	10/11
Prestations opérationnelles					
Opérations sur le terrain, gestion des dossiers, R&D opérationnel	467 585	455 886	486 794	444 945	↘
Entraînement					
Techniques spéciales, tir, formations barémiques, etc.	142 280	151 016	132 278	132 875	↗
Gestion logistique					
Charroi, matériel de haute technologie, armement, radios, etc.	57 937	59 741	64 929	57 750	↘
Autres					
Formations données, gestion du personnel, administration, PR, etc.	135 101	132 609	126 169	169 319	↗
Total	802 904	799 252	810 170	804 889	↘

Source : programme de gestion des prestations ISLP-Admin-PPP (IAP)

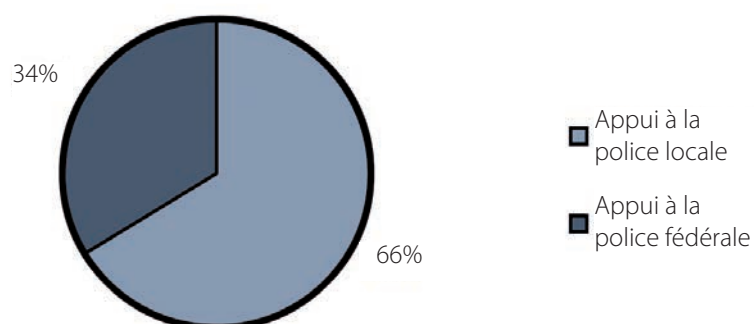
■ La proportion des prestations opérationnelles par spécialité (en fonction du total des heures opérationnelles) selon l'appui fourni (en heures)

Répartition de la capacité disponible	2008	2009	2010	2011	10/11
Observation	202 189	191 092	202 348	190 021	↘
Interventions/arrestations	61 462	62 955	68 898	60 684	↘
Appui technique opérationnel	84 129	83 531	94 331	99 813	↗
Infiltrations	57 916	55 342	54 216	49 036	↘
Autres missions	61 575	62 966	67 001	45 391	↘

6.3.2 Nombre de demandes d'appui par programme DGJ

Phénomènes	2008			2009			2010			2011		
	Fed	Loc	Total	Fed	Loc	Total	Fed	Loc	Total	Fed	Loc	Total
Immigration illégale et trafic d'êtres humains	21	3	24	17	3	20	13	4	17	16	4	20
Traite des êtres humains (exploitation sexuelle)	11	2	13	11	1	12	6	0	6	8	0	8
Traite des êtres humains (exploitation économique)	3	3	6	3	0	3	2	0	2	8	0	8
Corruption	1	0	1	2	0	2	3	0	3	2	0	2
Terrorisme	22	1	23	17	0	17	19	0	19	20	0	20
Fraude	10	0	10	11	2	13	11	1	12	13	1	14
Délits de propriété (surtout bandes itinérantes)	36	5	41	52	11	63	38	4	42	48	9	57
Criminalité contre les biens	40	16	56	13	2	15	11	2	13	22	7	29
Criminalité ICT	1	0	1	3	0	3	0	0	0	2	0	2
Drogues	218	89	307	201	81	282	225	102	327	332	90	422
Violence	128	43	171	170	42	212	201	36	237	142	55	197
Mœurs	4	0	4	0	0	0	1	0	1	0	0	0
Environnement	2	0	2	3	0	3	0	0	0	1	0	1
Blanchiment	10	0	10	11	0	11	9	0	9	15	0	15
Criminalité économique et financière	9	1	10	7	1	7	9	0	9	4	0	4
Trafic d'armes	10	0	10	7	0	7	12	0	12	14	5	19
Sous-total phénomènes	526	163	689 (63,5%)	528	143	671 (63%)	560	149	709 (66%)	647	171	818
Autres dossiers (dont police administrative)	221	175	396 (36,5%)	201	193	394 (37%)	180	187	367 (34%)	199	211	410
TOTAL DOSSIERS FED/LOC	747	338		729	336		740	336		746	382	
TOTAL GENERAL			1 085			1 065			1 076			1 128

Répartition des demandes d'appui à CGSU en 2011



Dossiers	2008 (30/03/09)	2009 (22/01/10)	2010	2011	10/11
Forts chabrol	32	33	23	18	↘
Prise d'otages	4	4	7	5	↘
Enlèvements	1	2	2	5	↗
Extorsions	2	2	6	10	↗
Transferts de détenus dangereux et protections VIP	19	15	35	23	↘

6.3.3 Interceptions téléphoniques

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'interceptions téléphoniques	5 095	5 265	5 390	5 590	↗



L'appui non-opérationnel



La Direction générale de l'appui et de la gestion (DGS) est chargée des missions d'appui non opérationnel au profit des entités de police locale, des autorités locales et des unités de police fédérale. Elle est responsable notamment de la politique et de la gestion des processus d'appui en matière de personnel et d'organisation, de logistique, d'ICT, de finances, de bien-être, de gestion de l'information et de communication.

Une politique et une gestion optimales des ressources humaines et des moyens matériels et financiers ainsi qu'un appui adéquat constituent des facteurs critiques de succès conditionnant d'une part une excellence dans la fonction de police à 'tous les niveaux' et, d'autre part, un fonctionnement intégré optimal. Ils contribuent en outre à l'implication capable des collaborateurs de police.

Le slogan 'Votre force... notre appui' de la direction générale fait référence à l'objectif final de ces processus d'appui, à savoir contribuer à engager sur le terrain des policiers bien formés et équipés. Cet appui participe notamment à rendre plus efficace la fonction de police.

Des principes importants dans le cadre de cet appui sont l'orientation client avec pour but une offre qualitative et concertée, un fonctionnement transversal et par projet ainsi que les partenariats.

Ci-après, vous trouverez une sélection de quelques événements marquants et projets importants. Ceux-ci illustrent bien le dynamisme et l'orientation résultats qui sont envisagés dans les différents domaines de l'appui et de la gestion.



7.1 Le personnel (gestion des ressources humaines)

7.1.1 Données relatives au personnel de la police fédérale

Effectifs réels en décembre	2008	2009	2010	2011	10/11
CG					
Policiers	1 150	1 120	1 823	1 674	↘
Personnel administratif	574	570	578	563	↘
Total	1 724	1 690	2 401	2 237	↘
DGA					
Policiers	4 305	4 359	3 314	3 300	↘
Personnel administratif	394	384	389	394	↗
Total	4 699	4 743	3 703	3 694	↘
DGJ					
Policiers	3 546	3 485	3 581	3 561	↘
Personnel administratif	735	703	708	696	↘
Total	4 281	4 188	4 289	4 257	↘
DGS					
Policiers	630	566	578	530	↘
Personnel administratif	1 522	1 511	1 504	1 544	↗
Total	2 152	2 077	2 082	2 074	↘
Total police fédérale					
Policiers	9 631	9 530	9 296	9 065	↘
Personnel administratif	3 225	3 168	3 179	3 197	↗
Total	12 856	12 698	12 475	12 262	↘

Remarques :

1. Les chiffres de l'effectif réel sont le reflet de la banque de données du personnel (PRP2) de la Direction générale de l'appui et de la gestion (DGS), exprimés en nombre de personnes.
2. En 2010, suite à la mise en place du TO2ter, le personnel des corps d'intervention (CIK, environ 500 personnes) a été transféré de la DGA vers le CG. En ce qui concerne les détachés internes entre directions générales, ils sont maintenant comptabilisés dans leur unité de détachement et plus à la Réserve générale (DAR) comme auparavant.
3. Les chiffres de l'effectif réel ne comprennent PAS :
 - les personnes prévues par financement alternatif (par ex. : les détachés auprès du Comité permanent P et du Comité permanent R) ;
 - le personnel d'entretien (380 personnes prévues) ;
 - les aspirants ;
 - les membres du secrétariat social (SSGPI) ;
 - les membres du personnel détachés vers la police locale contre paiement ;
 - les membres de l'HORECA (88 membres en 2008, 78 en 2009, 65 en 2010 et 60 en 2011) ;
 - les membres des Secrétariats administratifs et techniques (SAT) Justice (1 membre en 2008, 2 en 2009, 3 en 2010 et 2 en 2011) et Intérieur (9 membres en 2008 et 2009, 7 en 2010 et 6 en 2011) ;
 - les membres de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM, 24 membres en 2008 et 2009, 23 en 2010 et 25 en 2011) ;
 - les détachés auprès du SHAPE (5 membres en 2008, 2009 et 2010, et 4 en 2011).
4. Les chiffres comprennent les militaires qui travaillent sur base contractuelle à la police fédérale (17 personnes en 2007, 15 personnes en 2008, 13 en 2009, 12 en 2010 et 11 en 2011).

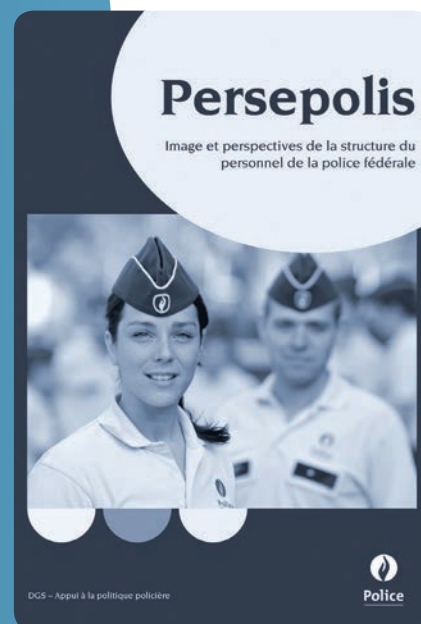
Persepolis

Depuis le mois de juin 2011, une équipe de projet constituée de gestionnaires du personnel du Commissariat général et des différentes directions générales s'est réunie afin de déterminer les besoins statistiques en matière de personnel. Sur base de ces besoins, une liste des données individuelles nécessaires à l'établissement de ces statistiques a été établie et les informations ont été recherchées dans les bases de données.

Sur cette base, une image actualisée du personnel de la police fédérale a pu être tirée en le décomposant en différentes sous-populations.

En collaboration avec la Direction générale des statistiques et de l'information économique du SPF Economie, un modèle statistique a été élaboré afin de mesurer les probabilités de départ pour cause de pension ou pour autre motif de chacun des membres du personnel. Appliqué à ces différentes sous-populations, il permet de donner un aperçu des risques quantitatifs liés à ces départs dans chacune des catégories de personnel.

Cette étude et ces informations, complétées par des informations concernant les coûts, les absences involontaires et la mesure des flux entrants, doivent permettre d'assurer un monitoring plus performant de l'évolution de la population de la police fédérale et, si possible, de la police locale. Ce projet a été baptisé Persepolis.



	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de policiers					
Commissaires divisionnaires de police (CDP)	295	302	282	267	↘
Commissaires de police (CP)	1 471	1 526	1 557	1 703	↗
Inspecteurs principaux (INPP)	3 403	3 335	3 178	2 941	↘
Inspecteurs (INP)	4 425	4 331	4 244	4 126	↘
Agents	37	36	35	28	↘
Total	9 631	9 530	9 296	9 065	↘
Nombre de membres du personnel administratif					
Niveau A	566	577	596	607	↗
Niveau B	743	742	752	782	↗
Niveau C	1 040	1 038	1 070	1 068	↘
Niveau D	876	811	761	740	↘
Total	3 225	3 168	3 179	3 197	↗

Quant à la répartition par grade, il s'agit des données selon le grade de commissionnement (et donc pas selon le grade de nomination). Ainsi, un commissaire de police commissionné dans le grade de commissaire divisionnaire est comptabilisé comme commissaire divisionnaire de police.

7.1.2 Recrutement et sélection au profit de la police intégrée

Recrutement	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'appels	39 274	28 025	45 285	43 010	↘
Nombre d'e-mails traités	8 500	7 270	8 315	9 903	↗
Nombre de visites du site internet	710 900	719 024	991 676	819 948	↘
Nombre de brochures distribuées	22 000	21 500	16 000	23 000	↗

Epreuves de sélection organisées	2008	2009	2010	2011	10/11
Cadre opérationnel sélections externes					
Cadre des agents de police	2 930	1 137	1 800	2 759	↗
Cadre de base	10 074	11 870	12 316	11 220	↘
Cadre moyen spécialisé	208	0	515	980	↗
Cadre officier	382	148	555	-	↘
Total	13 594	13 155	15 186	14 959	↘
Sélection dans le cadre de promotion interne (tous niveaux opérationnels)	1 344	1 417	1 391	1 917	↗
Cadre administratif et logistique (statutaires et contractuels)	12 402	11 096	10 738	12 971	↗
Total global	27 340	25 668	27 315	29 847	↗

Nombre d'aspirants engagés, admis en formation ou lauréats d'un concours	2008	2009	2010	2011	10/11
Agents de police	150	136	62	67	↗
Inspecteurs de police	1 424	1 257	1 072	1 118	↗
Inspecteurs principaux de police	619	262	295	240	↘
Commissaires de police	54	32	26	28	↗
Brevet de direction	-	-	-	70	
Personnel administratif (police fédérale)	174	111	137	196	↗
Personnel administratif (police locale)	553	481	351	347	↘
Total	2 974	2 279	1 943	2 066	↗



Lancement d'un nouveau concept de communication

Après plusieurs années de bons et loyaux services, l'ancien concept publicitaire "De A à Z" a été remplacé par cette nouvelle ligne de communication "Vous êtes aussi", qui se décline aussi bien sur les stands de recrutement que sur les dépliant, les brochures, les bloc-notes, les post-it, les cartes de visite et autres calendriers.

Tout en assurant une continuité avec l'ancienne campagne, ce nouveau concept met avant tout l'accent sur le capital humain de la police. L'annonce est en effet constituée d'un visuel présentant un ou plusieurs membres du personnel (policiers ou personnel administratif) dans l'exercice de leurs fonctions.

Par ailleurs, cette nouvelle ligne aura pour but de souligner les valeurs de l'institution policière, le caractère exigeant du métier de policier, et de présenter les missions que les policiers sont censés accomplir, mais aussi les compétences recherchées.

7.1.3 Formation pour l'ensemble de la police intégrée

	2008	2009	2010	2011(*)	10/11
Formations de base et de promotion					
Ecoles fédérales (DSEF, DSEO, DSER)	146	82	0	109	↗
Ecoles agréées francophones (APPEV, Namur, Liège)	743	651	502	494	↘
Ecoles agréées néerlandophones (OPAC, CAMPUS VESTA, PLOT, PIVO, WPS)	907	849	688	669	↘
Ecoles agréées Bruxelles-Capitale (ERIP-GIP)	281	269	229	180	↘
Total	2 077	1 851	1 419	1 452	↗
Formations continuées (nombre d'effectifs)					
Ecoles fédérales (DSEF, DSEO, DSER)	16 306	16 221	17 413	24 419	↗
Ecoles agréées francophones (APPEV, Namur, Liège)	8 775	7 985	11 617	14 746	↗
Ecoles agréées néerlandophones (OPAC, CAMPUS VESTA, PLOT, PIVO, WPS)	17 842	17 407	23 932	31 446	↗
Ecoles agréées Bruxelles-Capitale (ERIP-GIP)	1 002	3 606	4 877	6 810	↗
Total	43 925	45 219	57 839	77 421	↗
Formations fonctionnelles (nombre d'effectifs)					
Ecoles fédérales (DSEF, DSEO, DSER)	1 631	814	1 023	1 093	↗
Ecoles agréées francophones (APPEV, Namur, Liège)	510	586	579	503	↘
Ecoles agréées néerlandophones (OPAC, CAMPUS VESTA, PLOT, PIVO, WPS)	1 351	740	859	686	↘
Ecoles agréées Bruxelles-Capitale (ERIP-GIP)	150	164	126	176	↗
Total	3 642	2 304	2 587	2 458	↘
Formations certifiées (nombre d'effectifs)					
Ecoles fédérales (DSEF, DSEO, DSER)	733	229	215	142	↘
Ecoles agréées francophones (APPEV, Namur, Liège)	1 553	471	462	338	↘
Ecoles agréées néerlandophones (OPAC, CAMPUS VESTA, PLOT, PIVO, WPS)	1 594	403	515	271	↘
Ecoles agréées Bruxelles-Capitale (ERIP-GIP)	1 289	383	389	325	↘
Total	5 169	1 486	1 581	1 076	↘
Total général	54 813	50 860	63 996	82 407 (**)	↗

(*) Les données 2011 concernent la période s'étalant du 1er janvier au 31 décembre 2011. Elles proviennent de la base de données de la Direction de la formation (DSE) en ce qui concerne les formations fonctionnelles, continuées et certifiées ainsi que des données relatives au financement pour les formations de base et de promotion. Ces données comprennent le nombre de personnes qui ont participé à une formation dont la session s'est clôturée en 2011.

(**) Ce total comprend le nombre de personnes qui ont participé à une formation de base, de promotion, à une formation continuée, fonctionnelle, certifiée.

7.1.4 Gestion des connaissances pour l'ensemble de la police intégrée

	2008	2009	2010	2011	10/11
POLDOC					
Nombre de documents supplémentaires intégrés à la base de données	5 449	5 851	5 812	5 539	↘
Nombre moyen de consultations du site documentaire (nombre de fois par jour)	5 344	6 611	9 158	9 148	↘
Helpdesk/bibliothèque					
Nombre de réponses du helpdesk	4 992	5 572	6 320	5 221	↘
Nombre de nouvelles références bibliographiques encodées sur Vubis	3 925	4 824	3 981	3 631	↘
Guide d'intervention de terrain (GIT)					
Nombre de mises à jour	12	4	8	5	↘
Nombre d'exemplaires commandés	282	106	375	393	↗
Dossiers thématiques référentiels					
Nombre de dossiers thématiques référentiels mis à jour	13	7	6	5	↘
Formation à la recherche et à la gestion de la documentation et des connaissances policières					
Nombre de personnes formées	222	131	117	374	↗
Répertoire téléphonique (CRC)					
Nombre de recherches directes effectuées	1 700 000	1 866 442	1 849 740	1 998 554	↗
Appui spécialisé en traduction et en interprétation					
Nombre de demandes traitées en traduction (en nombre de pages-)	8 800	9 000	7 000	8 000	↗
Nombre d'heures d'interprétation	545	380	600	635	↗
InfoBib					
Nombre de parutions	-	4	9	13	↗
InfoLegis					
Nombre de parutions	5	4	9	5	↘



■ ■ ■ La Police, une organisation apprenante

En 2011, le slogan du projet "La police, une organisation apprenante" était "Que l'année 2011 soit placée sous le signe du basculement". Mus par cette devise, l'équipe et les partenaires externes ont réalisé un certain nombre de démarches importantes sur la route de Bologne. En effet, la qualité des formations de base inspecteur, inspecteur principal et commissaire a été évaluée par une commission d'experts. Pour ce faire, celle-ci a utilisé la même méthode que celle utilisée dans l'enseignement public. Ainsi, le 5 décembre 2011, les rapports de visite ont été présentés aux différentes écoles de police.

De plus, le sous-projet 'profils d'enseignement' a débuté ; projet qui a pour objectif de définir de nouveaux profils professionnels pour le grade général d'inspecteur, d'inspecteur principal et de commissaire.

En collaboration avec les directeurs des écoles de police, un plan d'amélioration et d'innovation de l'enseignement policier a été développé et différentes nouvelles routes d'apprentissage ont été étudiées et discutées. L'achat de la plate-forme d'apprentissage électronique a également été préparé. Cette plate-forme devra permettre aux écoles de mieux communiquer avec leurs étudiants, les mentors et les autres écoles.

La Plate-forme de leadership policier, qui a pour objectif de fournir un appui et un accompagnement des dirigeants supérieurs a créé, en décembre 2010, quatre groupes de travail: vision et développement du leadership policier, gestion de carrière et mobilité, offre d'appui et de formation et plan de politique.

Les efforts du projet "La police, une organisation apprenante" ont été récompensés lors du salon Infopol de mai 2011. Le projet a ainsi reçu l'Innovation Award du projet le plus innovant. Plus d'informations à propos du projet (e.a. les rapports de visite) sont disponibles sur le site web www.police-organisationapprenante.be.

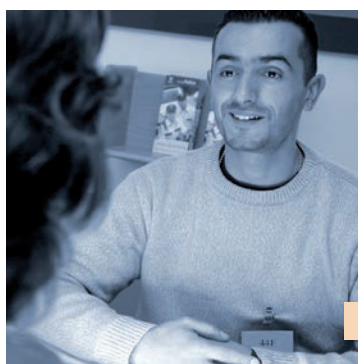
7.1.5 Mobilité pour l'ensemble de la police intégrée

	2008	2009	2010	2011	10/11
Emplois publiés					
Opérationnels police locale	4 585	3 869	4 674	4 880	↗
Opérationnels police fédérale	291	213	669	807	↗
Personnel administratif police locale	421	349	359	320	↘
Personnel administratif police fédérale	190	121	373	399	↗
Total	5 487	4 552	6 075	6 327	↗
Nombre de candidatures (1 candidat peut poser plusieurs candidatures à plusieurs emplois)					
Candidatures	7 384	7 203	8 261	7 966	↘
Nombre de demandeurs	5 217	5 287	6 341	6 152	↘
Emplois non demandés	2 302	1 900	2 955	3 314	↗
OPS	2 066	1 745	2 698	2 990	↗
Personnel administratif	236	155	257	324	↗
Mobilité exécutée (à la date du 31/12/2011)					
Fédérale vers locale	700	539	607	636	↗
Locale vers fédérale	67	42	57	92	↗
Fédérale vers fédérale	172	166	269	154	↘
Locale vers locale	687	599	535	558	↗
Total	1 626	1 346	1 468	1 440	↘
Détails Candidatures par cycles	2008	2009	2010	2011	10/11
Cycle 1					
Candidatures	1 971	2 775	2 565	1 401	↘
Nombre de demandeurs	1 406	2 052	1 884	1 106	↘
Emplois non demandés	746	688	690	647	↘
<i>Dont emplois non demandés OPS</i>	677	618	600	595	↘
<i>Dont emplois non demandés personnel administratif</i>	69	70	90	52	↘
Cycle 2					
Candidatures	2 836	2 250	968	2 218	↗
Nombre de demandeurs	2 025	1 704	790	1 586	↗
Emplois non demandés	772	673	542	627	↗
<i>Dont emplois non demandés OPS</i>	693	627	513	550	↗
<i>Dont emplois non demandés personnel administratif</i>	79	46	29	77	↗
Cycle 3					
Candidatures	2 577	2 178	1 939	1 732	↘
Nombre de demandeurs	1 786	1 531	1 432	1 324	↘
Emplois non demandés	784	539	561	682	↗
<i>Dont emplois non demandés Ops</i>	696	500	513	624	↗
<i>Dont emplois non demandés personnel administratif</i>	88	39	48	58	↗

	2010	2011	10/11
Cycle 4			
Candidatures	894	1 054	↗
Nombre de demandeurs	773	867	↗
Emplois non demandés	592	613	↗
<i>Dont emplois non demandés OPS</i>	561	569	↗
<i>Dont emplois non demandés personnel administratif</i>	31	44	↗
Cycle 5			
Candidatures	1 895	1 561	↘
Nombre de demandeurs	1 462	1 269	↘
Emplois non demandés	570	745	↗
<i>Dont emplois non demandés OPS</i>	511	652	↗
<i>Dont emplois non demandés personnel administratif</i>	59	93	↗

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de réaffectations (Corps d'intervention) (*)					
	289	114	137	53	↘
Nombre de détachements (situation fin décembre de l'année)					
Gestion civile des crises	41	31	39	51	↗
Services externes	195	190	177	169	↘
Art. 96	423	394	415	440	↗
Pol Féd vers Pol Loc	480	624	719	665	↘
Total	1 139	1 239	1 350	1 378	↗

(*) A l'occasion de la présidence belge de l'Union Européenne en 2010, l'ensemble des membres des corps d'intervention ont été mobilisés afin de pouvoir encadrer les événements et manifestations liées à celle-ci. En 2011, il a été décidé de maintenir l'effectif des corps d'intervention en déficit, comme cela était le cas dans les autres composantes de la police fédérale.



7.1.6 Égalité et diversité à la police intégrée

Activités dans le cadre du recrutement et de la sélection (*)	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de personnes recrutées après la formation préparatoire	98	66	85	29	↘

Autres activités	2011
Réunions du réseau des personnes ressources diversité (préparation, animation, rapports)	10
Nombre de communications (Infonouvelles, Infodoc, newsletters, dépliants, affiches, sensibilisations, ...)	19
Nombre de formations préparatoires de type long et modulaires (dossier administratifs et financiers + coordination des actions)	10
Bonnes pratiques diffusées via la banque de données 'Mosaic'	4
Groupes de travail diversité et projets en cours	7
Formations diversité dispensées dans les écoles fédérales et des cadres + zones de police	53

(*) En partenariat avec la Direction du recrutement et de la sélection de la police fédérale, les zones de police locale et divers organismes externes compétents en matière d'emploi et de formation, le Service égalité et diversité (DSID) organise des formations gratuites et au choix en préparation aux épreuves de sélection.

7.1.7 Bien-être au travail à la police intégrée

	2008	2009	2010	2011	10/11
Appui au sein de la police intégrée					
Appui à la police fédérale (nombres)					
Visite des lieux	256	514	300	317	↗
Avis	868	640	451	490	↗
Analyse de risques	156	208	62	190	↗
Présence aux comités de négociation	22	74	12	21	↗
Participation à l'achat de matériel	110	14	35	66	↗
Présence aux comités de concertation	69	127	81	98	↗
Appui à la police locale (jours)	250	86	69	55	↘
Médecine du travail					
Examens médicaux	12 905	12 129	11 965	12 690	↗
Sélections médicales (permis de conduire)	1 356	1 283	1 086	1 996	↗
Examens médicaux de recrutement	1 323	1 296	Ops: 4427 Calog: 173	Ops: 4173 Calog: 168	↘
Mesures	29	25	35	30	↘

	2008	2009	2010	2011	10/11
Dossiers ouverts concernant le harcèlement sexuel, le harcèlement moral et la violence					
Formels	8	3	6	12	↗
Informels pour la police fédérale	37	70	35	33	↘
Information, avis et soutien	31	72	72	81	↗
Interventions du Stressteam auprès de la police fédérale					
Exécution des enquêtes stress dans les services	1	0	0	1	↗
Nombre d'interventions du Stressteam à la suite d'un incident	421	282	381	240	↘
Nombre de conseils au sujet de la remise d'armes de service	22	6	6	5	↘
Nombre d'interventions pour problèmes psychosociaux, stress et dépressions	5 440	5 599	3 388	2 695	↘
Nombre de jours de formation donnés à la prévention du stress, burn-out, suicide, PTSS (*), ...	9	5	10	29	↗
Nombre de jours de formation donnés à la prévention du stress, suicide, burn-out pour la police intégrée	32	109	68	111	↗
Interventions du Stressteam auprès de la police locale					
Exécution des enquêtes stress dans les services	0	2	2	2	=
Nombre d'interventions du Stressteam à la suite d'un incident	365	128	241	102	↘
Nombre de conseils au sujet de la remise d'armes de service	3	1	4	3	↘
Nombre d'interventions pour problèmes psychosociaux, stress et dépressions	717	1 287	1 152	1 071	↘
Nombre de jours de formation donnés à la prévention du stress, burn-out, suicide, PTSS, ...	12	8	12	30	↗
Sécurité d'entreprise 'Security'					
Cartes de légitimation	4 968	6 264	16 364	12 495	↘
Cartes d'identification	1 081	1 727	3 590	3 207	↘
Cartes pour les étudiants	2 206	1 464	814	997	↗
Projets spéciaux	1 096	1 282	1 067	1 200	↗
Screenings – contrôles de sécurité	8 655	8 706	17 685	13 558	↘
Habilitations de sécurité	1 681	1 865	2 064	2 328	↗

(*) PTSS: Post traumatique stress syndrome

Nous pouvons constater une baisse relative des chiffres concernant les interventions pour problèmes psychosociaux. Cette baisse peut s'expliquer par le fait que nous avons donné plus d'informations et de formations en prévention dans les domaines psychosociaux. Cette prévention a probablement déjà eu des effets et un impact sur la prise en charge par les membres du personnel eux-mêmes.

7.1.8 Service médical pour l'ensemble de la police intégrée

	2008	2009	2010	2011	10/11
Médecine de première ligne - Nombre de contacts					
Appui opérationnel	345	290	329	306	↘
Médecine curative et dentaire	56 913	61 797	55 469	58 375	↗
Médecine conseil et contrôle	12 397	16 076	16 174	13 909	↘
Médecine vétérinaire	8 552	8 247	8 041	8 534	↗
Traitement de l'information					
Traitement informatique des certificats	140 727	145 071	142 079	130 999	↘
Formations	300	677	512	807	↗
Gestion médico-administrative - Type de remboursements –Nombres de demandes					
Soins médicaux classiques	25 835	25 379	24 397	23 321	↘
Frais médicaux liés aux accidents de travail	5 121	3 889	3 310	3 488	↗
Frais médicaux liés aux invalides temps de paix	504	508	418	413	↘
Honoraires des médecins agréés et spécialistes	4 455	3 957	3 887	4 117	↗
Total	35 915	33 733	32 012	31 339	↘
Commissions d'aptitude du personnel des services de police et d'appel (CAPSP) – Dossiers traités					
CAPSP	251	488	510	593	↗
CAAPSP (appel)	24	47	35	31	↘
En expertises	9	5	12	6	↘



7.1.9 Réglementation

	2008	2009	2010	2011	10/11
Réponses et avis, dont :	5 826	5 939	5 615	5 870	↗
Notes statutaires générales aux entités	13	15	15	3	↘
Questions parlementaires	117	120	69	96	↗
Dossiers Conseil d'Etat	53	128	67	65	↘
Dossiers Cour constitutionnelle	13	0	8	1	↘
Publiés au Moniteur belge (*) :					
Lois	1	0	2	0	↘
Arrêtés royaux (AR)	8	9	9	4	↘
Arrêtés ministériels (AM)	12	6	6	3	↘
Avis officiels (**)	13	11	12	57	↗

(*) Lois, AR et AM = textes réglementaires

(**) Dont les désignations et les renouvellements des mandats.

7.1.10 Gestion des plaintes et discipline

	2008	2009	2010	2011	10/11
Plaintes internes et externes	329	270	240	257	↗
Dossiers de discipline	327	367	287	287	=
Sanctions disciplinaires	166	144	116	118	↗

Remarques

1. Par plaintes, on entend toutes les plaintes internes et externes déposées au Comité permanent P, à l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale (AIG) et à tous les autres services de la police fédérale et qui font l'objet d'un examen mené par la direction du service concerné ou par notre service. Il s'agit en l'espèce des dossiers judiciaires ainsi que des plaintes non judiciaires (et donc ordinaires). Les dossiers judiciaires sont les dossiers qui sont traités sur injonction et sous surveillance des procureurs du roi (au moyen d'apostilles) au niveau judiciaire (dresser des PV), ainsi que les dossiers judiciaires qui sont ouverts suite à la constatation de faits pénaux.
2. Les dossiers disciplinaires contiennent toutes les procédures disciplinaires administratives (légalement prévues) qui avaient été reçues et traitées par l'autorité disciplinaire ordinaire (directions) et l'autorité disciplinaire supérieure (directions générales).
3. Par sanctions disciplinaires, on entend les sanctions disciplinaires (légalement prévues) qui avaient été prononcées suite aux dossiers disciplinaires.

7.1.11 Relations internes

Relations syndicales	2009	2010	2011	10/11
Nombre de réunions du Comité de négociation pour les services de police	20	15	16	↗
Nombre de réunions du Comité supérieur de concertation	10	7	7	=
Nombre de préavis de grève traités	28	42	23	↘

Cellule interne et sociale	2010	2011	10/11
Appui administratif et pratique des membres du personnel	58 dossiers	43 dossiers	↘
Gestion des dossiers de décès	34 dossiers	40 dossiers	↗
Accompagnement des membres du personnel dans le cadre de la réorientation de leur carrière et les orienter vers les services compétents			
reconnaisances sociales	26 dossiers	26 dossiers	=
cas restants	170 dossiers	150 dossiers	↘
Visites aux membres du personnel malades pour une longue durée	47 visites	37 visites	↘
Formations en prévention et en gestion des conflits	11 sessions (à raison de 3 jours par session)	3 sessions (à raison de 3 jours par session)	↘
Coaching de dirigeants	12 dossiers	34 dossiers	↗
Nombre de gestions des conflits au sein des entités	24 dossiers (à raison de 91 personnes)	23 dossiers (à raison de 141 personnes)	↘



7.2 La logistique

7.2.1 Appui à la police locale

	2008	2009	2010	2011	10/11
Équipement de base					
Nombre de services de police locale étant clients du Service de l'équipement individuel (DMPE)	153	172	177	180	↗
Recettes équipement de base en nombre de pièces (pièces livrées)	377 453	358 220	392 236	357 782	↘
Recettes équipement de base en euros					
(montants facturés en euros)	6 756 490	5 822 900	7 250 170	6 945 364	↘
Location de véhicules					
Nombre de services de police locale	33	34 + 3 écoles provinciales de police	25 + 5 écoles provinciales de police	29 + 3 écoles provinciales de police +3 externes	↗
Demandes de travaux					
Demandes de travaux aux centres de service (SER)	2 210	2 703	2 005	2 930	↗
Demandes de travaux à l'imprimerie	1 121	758	920	1 026	↗
Niveau de spécialisation	91%	92%	91%	81%	↘
Valeur totale (en euros)	1 619 677	2 023 162	1 843 549	1 271 839	↘
Produits de consommation					
Nombre de zones clientes	172	175	186	194	↗
Livraison de produits de consommation à la police locale (en euros)	248 928	273 112	259 160	256 293	↘

La diminution du chiffre d'affaires au profit de la police locale est probablement due, d'une part, au fait que la police fédérale n'était pas autorisée en décembre 2011 à procéder à des facturations à la suite du passage à FedCom, et d'autre part, aux problèmes budgétaires, lesquels ont souvent obligé la police fédérale à demander aux zones de police d'acheter les matériaux elles-mêmes.

7.2.2 Appui à la police fédérale

	2008	2009	2010	2011	10/11
Équipement de base					
Recettes équipement de base en nombre de pièces (pièces livrées)	246 620	233 849	257 564	231 973	↘
Recettes équipement de base en euros	4 647 397	4 412 790	4 850 300	4 292 655	↘
Demandes de travaux					
Véhicules	14 979	15 710	13 227	13 775	↗
Armement	6 287	5 537	5 322	5 010	↘
Infrastructure	18 040	16 877	12 788	12 633	↘
Imprimerie	3 109	1 738	2 352	2 328	↘
Autres	15 058	14 275	14 762	14 832	↗
Total	54 364	51 107	48 451	48 578	↗

7.2.3 Infrastructure

Temps moyen de traitement des demandes (depuis la demande jusqu'à la résolution du problème) en matière d'infrastructure, exprimé en jours calendrier	2008	2009	2010	2011	10/11
Situations dangereuses	2	2	2	1,2	↘
Problèmes irritants	3	4	9	2,7	↘
Problèmes gênants	9	5	11	5,2	↘
Entretiens périodiques	15	19	17	27,8	↗
Travaux de rafraîchissement et d'adaptation	70	31	13	34	↗
Sans priorité et dépendant de la Régie des bâtiments	201	232	544	322	↘
Entretiens du propriétaire	49	44	85	12,6	↘
Travaux sous-traités	7	6	22	11,3	↘

Journées stratégiques pour une vision logistique

Pour soutenir la rédaction et la mise en œuvre d'une vision qui permet à la DGS de relever le défi que représente l'évolution constante de la sphère logistique, la Direction de l'infrastructure et de l'équipement (DSM) et la Direction de l'appui logistique (DSL) ont organisé des journées stratégiques les 7 et 9 novembre 2011. Ces rencontres, auxquelles ont été conviés les acteurs-clés de la logistique au niveau de la Direction générale de l'appui et de la gestion, avaient pour objectif d'échanger les expériences et les idées à chacun pour parvenir à affiner le premier texte de vision et à l'ancrer au sein de la police fédérale. Le document « Vers une logistique moderne » s'est étoffé grâce aux remarques émises lors de ces journées stratégiques. Il entre dans la dernière phase d'approbation avant sa diffusion et sa mise en œuvre.

7.2.4 Consommation

	2008	2009	2010	2011	10/11
VEHICULES					
Nombre total de véhicules	4 007	3 932	4 087	3 965	↘
Nombre total de kilomètres parcourus	48 455 056	45 736 989	44 506 609	43 178 183	↘
Litres de carburant consommés					
Total Diesel	2 695 344	2 685 569	2 823 926	2 901 758	↗
Total Super	2 523 394	2 371 613	2 102 336	1 850 741	↘
Coût total carburant véhicules en euros	6 562 407	5 329 668	5 686 322	6 344 882	↗
PAPIER					
Quantité de rames de papier A4	128 473	118 101	108 119	78 431	↘
Exprimée en euros (prix)	300 626	291 704	264 892	193 721	↘
ENERGIE – Chauffage					
Gaz – Total kWh	67 427 604	67 535 043	68 942 140	58 932 404	↘
Gasoil Chauffage – Total de litres	1 211 721	1 184 682	1 241 895	1 171 711	↘
ENERGIE - Electricité					
Nombre total de kWh	33 654 243	36 576 773	32 450 412	34 366 845	↗
CONSUMMATION D'EAU					
Nombre total de m ³	132 883	109 039	120 122	113 025	↘



Meeting box pour Salduz

L'entrée en vigueur de la loi Salduz accorde au suspect privé de liberté le droit de se concerter confidentiellement avec un avocat de son choix durant 30 minutes. La Direction de l'appui logistique (DSL) et la Direction générale de la police administrative (DGA) ont combiné leurs capacités d'innovation pour décliner rapidement le cell-box (cellules d'attente) en un système qui offre une solution résistante et sûre aux unités de la police intégrée qui doivent respecter cette disposition. Le meeting box est un espace modulaire de 4m² et d'une hauteur de 2m14 composé d'une structure tubulaire en acier et de parois en polycarbonate transparent. Il peut accueillir, dans deux compartiments distincts séparés par une paroi perforée, le prévenu et son avocat. La version standard peut être modifiée et réduite selon les besoins du client et l'espace dont il dispose. La fabrication (sauf la peinture de la structure métallique) et le placement sont entièrement assurés par les techniciens de la DSL. La conception et la création du meetingbox ont toutefois impliqué différents corps de police. Cette réalisation illustre parfaitement la notion de police intégrée, la grande réactivité des services, leur capacité d'innovation et leur savoir-faire.

7.3 L'ICT

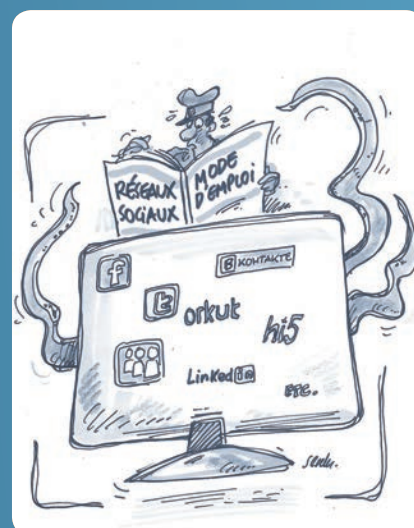


Masterplan ICT

Les quatre journées stratégiques organisées en septembre par la DGS représentaient la phase finale dans l'élaboration du Masterplan. DGS a collaboré intensivement avec les représentants du CG, de la DGA, de la DGJ et de la Commission permanente de la police locale (CPPL) afin d'y apporter les dernières corrections. Le Masterplan ICT, qui définit la vision et la stratégie en matière d'informatique pour l'ensemble des services de la police, a reçu à la fin de 2011 l'accord définitif du Comité de direction de la police fédérale et du bureau de la CPPL. Ce plan détermine les grandes lignes stratégiques pour les prochaines années (en principe, jusqu'à 2020) à propos des principes culturels et fonctionnels pour l'informatique ainsi que les vingt domaines stratégiques auxquels il faudra accorder une attention particulière.

'Médias sociaux @ police'

Tweets, followers, direct messages... La police fédérale, n'échappe pas, elle non plus, au jargon des médias sociaux. Aujourd'hui, nos services sont déjà représentés par divers participants actifs sur Twitter (par exemple, Polsupport, le service de presse, Jobpol...), mais également sur d'autres plateformes telles que Facebook, LinkedIn, etc. Les médias sociaux sont devenus incontournables dans notre vie privée et font désormais également partie de l'environnement de travail. Ils permettent d'atteindre facilement un très grand nombre de groupes d'individus ainsi que de procéder à un contrôle et à une gestion structurés des informations envoyées. Ce genre de plateformes gagnera considérablement en importance les prochaines années et ne cessera de gagner en importance dans tous les composants de l'organisation policière.



7.4 Les finances

Aperçu du budget (crédits de liquidation), scindé en moyens en personnel, fonctionnement et investissement à l'issue de tous les transferts (à l'exception du transfert de régularisation des crédits de personnel) et après répartition de provisions interdépartementales (gestion civile de crises, présidence européenne, provision index, ...).

L'année 2011 s'est surtout caractérisée par une baisse des crédits de fonctionnement et d'investissement de la police fédérale. Celle-ci était indispensable pour maintenir le niveau des dépenses de personnel et des dotations.

	2011
Police fédérale (*)	
Personnel	721 417 000
Fonctionnement	104 052 860
Investissement	30 648 792
Fonctionnement intégré et appui (**)	
Personnel	42 561 000
Fonctionnement	84 266 000
Investissement	3 318 000
Détachés (***)	
Personnel	29 749 000
Fonctionnement	849 273
Investissement	0
Dotation (****)	
Personnel	0
Fonctionnement	679 805 000
Investissement	0
Total	
Personnel	793 727 000
Fonctionnement	868 973 133
Investissement	33 966 792
Total général	1 696 666 925

(*) Sans l'Inspection générale et sans le Secrétariat GPI, mais y compris le Fonds pour prestations pour tiers et avec le Fonds européen politique des retours et des frontières extérieures.

(**) Fonctionnement intégré et appui : missions d'appui de la police fédérale au profit de la police locale et moyens qui doivent rendre possible le fonctionnement intégré et le stimuler, y compris le fonds pour l'acquisition des tenues.

(***) Détachés : emploi du montant des sommes perçues en remboursement des dépenses pour les policiers fédéraux détachés (fonds des détachés).

(****) Dotation : contribution de l'autorité fédérale aux dépenses des zones de police et des communes. Avec la partie des autres subsides appartenant au budget de la police fédérale (3.520.000).

Implémentation du système Fedcom au sein de la police fédérale

La police fédérale a implémenté, en 2011, le projet Fedcom de modernisation de la comptabilité fédérale et du suivi budgétaire. Cette réforme, commune aux services publics fédéraux, s'est traduite par l'adoption d'une triple comptabilité informatisée dans une nouvelle application, le progiciel SAP. Elle doit permettre de nombreuses avancées, notamment une meilleure gestion des finances (publiques), un renforcement du contrôle interne et davantage d'intégration et de transparence. L'opérationnalisation du projet a été prise en charge par un groupe d'experts répartis en équipes thématiques dans lesquelles les trois directions générales et le commissariat général étaient représentés. Appuyée par le SPF Budget et Contrôle de gestion qui pilote Fedcom de manière centrale, elle a notamment identifié les adaptations à apporter à la solution informatique existante pour l'adapter aux besoins spécifiques de la police fédérale et participé aux tests pour en éprouver le fonctionnement. Un planning de formation serré a permis d'initier les centaines d'utilisateurs concernés à la réalité du rôle qu'ils allaient exercer au sein du projet et aux manipulations que cela impliquait. Le projet Fedcom a largement dépassé les frontières de la Direction des finances. Sa mise en œuvre a résulté d'une vision commune et partagée et d'un effort collégial.



7.5 La communication

7.5.1 Communication interne

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre d'éditions (d'Infonouvelles, Infodoc et newsletters) publiées par le service de communication interne	110	120	133	140	↗
Appui à la police fédérale et locale					
Création d'affiches	3	28	25	22	↘
Création de logos	3	6	7	7	=
Création d'un lay-out	12	20	147	45	↘
Mise en page (rapports, brochures ...)					
Nombre de brochures	29	47	46	37	↘
Nombre de pages	527	820	962	1 254	↗
Conseils techniques, expertises	11	16	21	25	↗
Reportages photos	15	30	38	44	↗
Matériels photos					
Nombre de demandes de photos	22	42	57	40	↘
Nombre de photos	1 200	1 950	2 968	3 227	↗
Documentation					
Nombre de demandes de documentation	101	151	199	74	↘
Nombre de documents	3 850	3 096	4 173	1 629	↘
Call center Polsupport					
Nombre de questions au call center	6 108	5 403	5 239	8 387	↗

■ Un point de contact unique pour les matières non-opérationnelles

En 1999, un callcenter a été créé afin de répondre aux nombreuses interrogations suscitées par la réforme des services de police notamment dans le domaine statutaire. En fonction des attentes des clients, ses missions ont évolué avec le temps. C'est ainsi qu'au 1er février 2011, il est devenu le point de contact unique pour les matières non-opérationnelles sous le nom de Callcenter Polsupport. En octobre 2011, le Callcenter Polsupport et le Contactcenter du satellite fédéral du secrétariat social (SSGPI) ont uni leurs efforts. Désormais, tous les membres de la police intégrée peuvent s'adresser à ce point de contact unique pour obtenir réponse à toutes questions relatives au personnel, à la logistique, à l'ICT, aux finances et aux rémunérations.

Le Callcenter Polsupport qui a pour devise 'un service à votre service', traite quelque quinze mille demandes par an. Au-delà du vecteur de communication qu'il constitue, le Callcenter Polsupport contribue, par les réponses fournies, à la satisfaction et à la motivation des membres du personnel de la GPI.

7.5.2 La communication externe

■ Communication vers les médias

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de communiqués de presse	321	227	237	206	↘
% en rapport avec une priorité du PNS	73,5 %	78%	63,7%	65,5%	↗

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de moments de presse	27	27	25	42 (*)	↗

(*) La nette augmentation que l'on observe entre 2010 et 2011 s'explique par le fait que la catégorie « conférences de presse » (chiffres années 2008-2010) a été élargie à la notion de « moments presse » pour l'année 2011. Les moyens de communication évoluent sans cesse. Les moments presse lors desquels la presse est par exemple invitée sur le terrain (action de contrôle) ou invitée à rencontrer des membres du personnel de manière informelle rencontrent davantage de succès que les conférences de presse et sont donc plus régulièrement organisés.

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de questions posées par des services de police pour info ou appui	481	639	685	888	↗
Nombre de questions posées par le public	129	120	156	42	↘
Nombre de questions posées par la presse	2 374	2 243	2 800	2 939	↗
Total des questions posées	2 371	3 003	3 641	3 869	↗

■ Relations publiques et protocole

	2008	2009	2010	2011	10/11
Coordination et activités PR					
Nombre d'activités	353	311	235	230	↘
Nombre d'activités avec la participation d'autres services de la police fédérale (*)	254	258	125	170	↗
Nombre de demandes d'appui de la police fédérale pour le tournage de fictions (séries, films, etc.)	45	34	36	23	↘
Coordination et activités protocole					
Nombre d'activités (**)	340	510	28	40	↗
Nombre de réservations centre de conférence	-	-	189	140	↘
Visites de délégations étrangères	37	20	17	10	↘

(*) Diminution due notamment à la politique d'austérité budgétaire.

(**) A partir de 2010 : nouveau système de calcul scindant les dossiers protocolaires de fond des réservations du centre de conférence

Internet	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de visites enregistrées pour l'ensemble des sites web de la police fédérale	5 581 427	5 504 474	4 848 538	5 353 665	↗
Nombre de visites sur www.polfed.be	1 715 161	1 699 253	1 691 501	1 821 357	↗
Moyenne quotidienne de visites sur www.polfed.be	4 686	4 658	4 633	4 984	↗
Nombre de questions posées par les citoyens via pr@polfed.be	7 289	6 023	5 130	6 668	↗
Nombre de visites sur www.inforoutes.be	1 510 039	1 889 686	1 312 750	1 893 926	↗
Nombre de visites sur www.infozone.be	658 629	548 728	363 330	392 237	↗
Nombre de visites sur www.jobpol.be	706 581	719 024	991 676	819 948	↘
Nombre de visites sur www.polsupport.be	-	1 118 263	87 148 (*)	68 745	↘

(*) Nouveau système statistique permettant de scinder les fréquentations Internet et Intranet.
 Les chiffres 2010 tiennent compte uniquement des fréquentations Internet.
 A noter : les gestionnaires des sites Internet utilisent des outils statistiques différents.

■ Service historique

	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de demandes d'information et de chercheurs reçus	90	93	105	100	↘
Nombre de visiteurs reçus	5 024	7 166	5 798	4 007	↘
'Nocturnes' & activités spéciales	2	9	7	1	↘
Organisation d'expositions thématiques	2	1	1	-	↘
Prêt d'objets	16	29	36	42	↗



8 La coopération policière internationale



La coopération policière internationale est devenue un élément essentiel dans l'approche des problèmes de sécurité. La collaboration avec les services policiers étrangers et les autorités de police internationales, d'une part, et les institutions et organisations internationales, d'autre part, présente un intérêt croissant. C'est ce qui ressort aussi clairement de l'Image policière nationale de 2011, considérant l'internationalisation comme une des principales tendances. La coopération internationale est non seulement régentée par de multiples traités, règlements, décisions-cadres et plans d'action, mais elle évolue aussi très rapidement. Rien qu'au niveau européen, d'innombrables nouveaux développements et possibilités verront le jour dans les prochaines années en vue d'optimiser la collaboration policière. La coopération Benelux reste un champ d'expérimentation en la matière.

Pour parvenir à les mettre en place, la police fédérale belge dispose de nombreux services et accords de coopération spécifiques. Elle peut également compter sur un réseau de représentants de police à l'étranger et sur 45 agents de police actifs dans des missions internationales de gestion civile de crise.

Sur le plan européen, l'année 2011 a essentiellement été placée sous le signe de la préparation d'un certain nombre de ces nouvelles initiatives (ex. l'implémentation de mesures prises dans le cadre du Traité de Prüm) et de l'évaluation d'initiatives existantes (Schengen), et ce, notamment dans la perspective du nouveau plan de sécurité national pour les quatre années à venir.



8.1 Les activités bi- et multilatérales à l'intérieur et à l'extérieur des frontières des pays prioritaires

Activités	2008	2009	2010	2011	10/11
Engagement de la police belge dans des missions de crise civile (en FTE)	22	38	30	31,5	↗
Balkans (Bosnie-Herzégovine, Géorgie et Kosovo)	-	31	20	19	↘
Afrique (RD Congo)	-	4	5	8	↗
Asie (Afghanistan)	-	0	1,5	1,5	=
Moyen-Orient (Territoires palestiniens)	-	2	2,5	2	↘
Secrétariat du Conseil européen	-	1	1	1	=

Partenariat	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de pays ayant conclu un accord bilatéral de coopération policière ou un Memorandum of Understanding (MOU)	5	3	4	4	=
Traités	2	0	1	2	↗
MOU	1	1	1	0	↘
Plans d'action	2	2	2	2	=

8.2 Formation spécifique et awareness en matière de coopération policière internationale

Awareness	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de policiers formés dans le cadre de la coopération policière internationale en plus des formations classiques	150	135	520	549	↗

8.3 Projets de financements européens

Nombre de projets de financements européens (ISEC) dont la police belge était pilote	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre de demandes introduites	-	3	5	2	↘
Nombre de demandes approuvées	-	3	3	2	↘
Montant des subsides européens en €	-	332 064	1 037 656	714 383	↘

8.4 Echange d'informations avec Europol (*)

	2008	2009	2010	2011	10/11
Objets encodés dans EIS (European Information System)	-	268 400	302 615	362 317	↗
Recherches dans EIS	-	81 841	12 470	10 020	↘
Nombres de dossiers ouverts via SIENA (Secure Information Exchange Network Application)	-	-	-	682	
Nombre de messages IN et OUT via SIENA	-	-	-	11 956	
Nombre de messages envoyés aux AWF (Analysis Work file)	-	441	1 541	2 057	↗
JIT	6	9	10	20	↗

(*) Concerne les chiffres envoyés par la Belgique à EUROPOL pour les bases de données EUROPOL

8.5 Echange d'information avec Interpol ⁽¹⁾

Signalements (2)	2008	2009	2010	2011	10/11
Coins rouges (personnes à rechercher)	60	75	80	132	↗
Coins bleus (information/localisation/identification de personnes)	1	0	1	1	=
Coins jaunes (personnes disparues)	4	2	0	7	↗
Coins verts (information auteur)	0	0	1	2	↗
Coins noirs (personnes à identifier)	2	0	0	0	=
Coins mauves (modus operandi)	-	-	-	8	
Diffusions (toutes) (diffusions restreintes)	440	459	503	811	↗

Personnes connues	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre (3)	6 560	6 428	5 756	4 939	↘
Recherches	24 049	30 547	31 875	45 944	↗
Hits	2 742	6 842	8 347	6 426	↘

Documents de voyage volés/perdus	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre	558 101	739 786	810 573	890 707	↗
Recherches (4)	1 835	2 555	2 045	220 990	↗
Hits	9	17	15	43	↗

Véhicules volés	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre	25 569	24 512	24 306	24 923	↗
Recherches	1 762	1 874	1 092	1 810	↗
Hits	54	41	38	117	↗

Œuvres d'art volées	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre	1 730	1 783	1 825	1 874	↗
Recherches	48	202	-	-	

Empreintes digitales	2008	2009	2010	2011	10/11
Nombre	2 245	2 595	2 765	3 174	↗
Recherches	741	353	171	412	↗
Hits	-	96	29	41	↗

Profil ADN	2008	2009	2010	2011	10/11
de personnes	60	95	43	49	↗
de traces retrouvées	-	-	59	81	↗
Recherches	19	35	7	28	↗

Abus sexuels sur des enfants (5)	2008	2009	2010	2011	10/11
Images	-	178	274	9 227	↗
Recherches	-	-	4	1535	↗
Enfants identifiés	-	19	24	34	↗
Auteurs identifiés	-	-	17	24	↗

- (1) Concerne les chiffres envoyés par la Belgique à Interpol pour la base de données Interpol. À la différence des autres chiffres, qui sont cumulatifs, les chiffres relatifs aux coins et aux diffusions sont des chiffres annuels et non cumulatifs.
- (2) En 2010 et 2011, de nouveaux outils I-link ont été mis à la disposition des Bureaux centraux nationaux, si bien que ceux-ci peuvent à présent introduire eux-mêmes leurs signalements directement dans la base de données d'Interpol.
- (3) L'application plus stricte des règles de ventilation a permis, ces dernières années, de supprimer un plus grand nombre d'informations.
- (4) La différence avec les années précédentes s'explique par la mise en œuvre de FIND dans les postes de contrôle frontaliers en octobre 2011 (consultation directe de la base de données d'Interpol à l'aide de l'application BNG contrôle, sans double saisie).
- (5) Le service spécialisé à DGJ a été connecté directement à l'ICSE (International Child Sexual Exploitation), ce qui explique la forte augmentation du nombre d'images enregistrées et recherchées.

Huit priorités européennes dans la lutte contre le crime organisé

Le Conseil européen, organisé les 9 et 10 juin 2011 à Luxembourg, a permis de définir huit priorités en matière de lutte contre le crime organisé pour la période 2011-2013. Il s'agit de la lutte contre la production et la distribution de drogues, y compris les drogues de synthèse et les substances psychoactives, de la lutte contre le narcotrafic au départ de l'Afrique occidentale, du recul du rôle des Balkans occidentaux dans la criminalité internationale, de la lutte contre le trafic d'êtres humains, de la lutte contre les groupes criminels organisés qui facilitent l'immigration illégale, de la lutte contre les groupes criminels transfrontaliers mobiles et de la lutte contre la cybercriminalité.

La police fédérale a coopéré activement à la rédaction des plans d'action opérationnels et assure elle-même le pilotage du projet relatif aux groupes criminels transfrontaliers mobiles, de même que du projet CIRCAMP qui se focalise sur la pédopornographie sur Internet.





Conclusion

Quelle stratégie pour l'avenir ? Le plan national de sécurité 2012-2015

De plus en plus, les différents niveaux de l'autorité (européen, fédéral, régional et local) ainsi que des départements divers (Intérieur et Justice mais aussi Mobilité, Equipement, Immigration, Fraude, Enseignement, ...) contribuent à la politique de sécurité. A l'avenir, le défi consistera à harmoniser ces politiques fragmentaires pour en faire un cadre politique utilisable par tous les maillons de la chaîne de sécurité. C'est pourquoi, le gouvernement a mis en route la préparation d'une note-cadre de sécurité intégrale qui verra le jour dans un proche avenir.

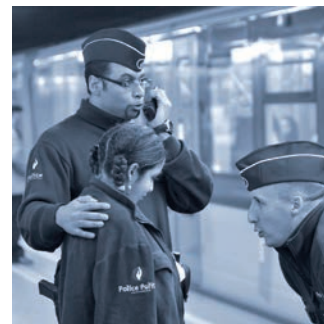
En ce qui concerne la police, il est essentiel qu'elle travaille efficacement et aborde ses missions de manière professionnelle dans un contexte européen et international.

Tout au long de l'année 2011, les différentes composantes de la police intégrée ont collaboré activement à la préparation du nouveau plan national de sécurité qui couvrira les quatre prochaines années.

Le PNS 2012-2015, plan stratégique policier, a été approuvé le 1er mars 2012 par les Ministres de tutelle et est composé de deux parties : d'une part, la politique policière générale pour la police intégrée et, d'autre part la stratégie pour la police fédérale. Dans chacune des deux parties sont abordées la stratégie opérationnelle (le cœur de métier), la stratégie organisationnelle (les conditions qui permettent de mettre en œuvre la stratégie opérationnelle) et l'évaluation du cycle de politique.

Le plan stratégique de la police fédérale est décliné en objectifs stratégiques et opérationnels qui seront eux-mêmes mesurés, évalués régulièrement et adaptés éventuellement en fonction de l'évolution de notre société, des besoins de notre population et des moyens mis à notre disposition.

Le souci de rendre un meilleur service à la population constitue le point de départ d'une police qui contribue efficacement à une société plus sûre et viable pour chacun.





2011

Colophon

Editeur responsable: Eric Cobut (DSI) , Rue Fritz Toussaint, 8 à 1050 Ixelles

Coordination et rédaction finale: Marylou Nivarlet (CG/P&S), Benoît Dupuis et Stefan Debroux (DSI)

Rédaction: les diverses entités de la police fédérale

Lay-out et photographie: Jos Balcaen, Caroline Chaidron, Emmanuelle Glibert, Karolien Snyers et Lavinia Wouters

Traductions: divers collaborateurs des entités de la police fédérale

Imprimerie de la police fédérale

Nous remercions toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont participé à la réalisation de ce rapport d'activités.

